



GAZA: **SURVIVRE DANS** **UN PIÈGE MORTEL**



SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	4
INTRODUCTION.....	7
I. UN SYSTÈME DE SANTÉ CIBLÉ ET DÉTRUIT	8
A. Des attaques systématiques contre les hôpitaux et l'aide humanitaire.....	10
<i>Comment démanteler un hôpital : le siège de l'hôpital Nasser à Khan Younès</i>	<i>13</i>
<i>Hôpital Al-Aqsa, à Deir Al-Balah : un hôpital attaqué à plusieurs reprises</i>	<i>14</i>
1. Les travailleurs humanitaires attaqués	14
2. Environ 2,5 % du personnel médical tué	18
B. Tués, mutilés, privés de soins : l'impact de la guerre sur la population de Gaza	18
1. Tués loin des bombes : le lourd tribut des maladies chroniques	18
2. Interdire l'accès aux soins médicaux en dehors de Gaza.....	19
II. LE DÉPLACEMENT FORCÉ D'UNE POPULATION VULNÉRABLE	21
A. Les ordres d'évacuation, une arme de plus dans la guerre menée par Israël	21
B. Les blocages de l'aide humanitaire	23
C. Une population réduite à survivre dans des conditions indignes	25
1. Une population privée d'eau, submergée par les déchets	26
2. Propagation de maladies en raison des conditions de vie insalubres et de l'effondrement des services de soins primaires.....	27
3. La malnutrition favorisée par la pénurie de nourriture et la flambée des prix	28
4. Les générations futures déjà traumatisées.....	29
5. Un manque de soins pour les femmes enceintes et les enfants.....	31
III. L'AVENIR DE GAZA DÉTRUIT.....	32
Un bilan qui ne cesse de s'alourdir	33
1. Une surmortalité due à la guerre	33
2. Gaza rendue impropre à la vie	34
APPELS URGENTS	35

SYNTHÈSE

La guerre menée par Israël contre Gaza a tué plus de 45 000 Palestiniens à ce jour. Elle a fait plus de 105 000 blessés et 1,9 million de déplacés, soit 90 % de la population, selon le ministère de la Santé à Gaza. En réponse aux horribles attaques menées par le Hamas et d'autres groupes armés le 7 octobre 2023, qui ont fait 1 200 morts et lors desquelles 251 personnes ont été prises en otage¹, les forces israéliennes bombardent et enterrent une population entière sous les décombres.

Les équipes de Médecins Sans Frontières (MSF) ont été les témoins de 14 mois d'attaques répétées contre les civils, du démantèlement des infrastructures civiles vitales, notamment les structures de santé, et du blocage systématique de l'aide humanitaire. La campagne militaire israélienne semble ainsi viser l'anéantissement même de la société gazaouie.

Le personnel de MSF a subi 41 attaques et incidents graves, notamment des frappes aériennes, des bombardements et des incursions violentes dans les structures de santé, des tirs directs sur ses abris et ses convois ainsi que des détentions arbitraires par les forces israéliennes. Huit employés de MSF et de nombreux membres de leurs familles ont été tués, beaucoup d'autres ont été blessés. Le personnel médical et les patients qui étaient à même de se déplacer ont été contraints d'évacuer les hôpitaux en urgence à 17 reprises pour sauver leur vie. MSF n'a pu reprendre ses activités que dans trois établissements.

Depuis 14 mois, les forces israéliennes empêchent l'entrée dans la bande de Gaza de biens essentiels tels que la nourriture, l'eau et le matériel médical. L'entrée de l'aide humanitaire a été tour à tour refusée, retardée ou instrumentalisée par l'armée israélienne, qui a autorisé le passage de l'aide dans des quantités minimales, au mépris total des besoins réels et du niveau de souffrance de la population. Le dernier hôpital d'oncologie de Gaza a dû fermer ses portes le 1er novembre 2023 faute de carburant. Les équipes de MSF ont dû pratiquer des interventions chirurgicales sans anesthésie suffisante. Les conséquences de ces entraves à l'aide humanitaire sont d'autant plus délétères qu'Israël mène cette guerre dans une zone assiégée d'où personne ne peut s'échapper.

Les violences perpétrées par les forces israéliennes ont causé des dommages physiques et psychiques d'une ampleur qui submergerait n'importe quel système de santé fonctionnel, a fortiori un système de santé anéanti par une offensive dévastatrice et un blocus qui dure depuis 17 ans. À la mi-octobre 2024, seuls 17 des 36 hôpitaux de Gaza fonctionnaient partiellement², les 19 autres étant hors service. Les combats incessants les mettent souvent hors d'atteinte de ceux qui en ont besoin. Par ailleurs, les autorités israéliennes limitent drastiquement le nombre de personnes pouvant sortir de Gaza pour se faire soigner. Entre la fermeture du point de passage de Rafah au début du mois de mai 2024 et septembre 2024, seuls 229 patients ont eu l'autorisation d'être évacués, environ 1,6 % de ceux qui en avaient besoin à cette date.

Les Gazaouis vivent dans des conditions de vie insupportables à cause des déplacements forcés : ils sont entassés dans des tentes et des abris de fortune construits à partir de débris et de tissus qu'ils ont récupérés, et manquent d'eau et de nourriture. Les principales pathologies observées par les équipes de MSF sont les infections cutanées, les infections des voies respiratoires et les diarrhées, toutes révélatrices de mauvaises conditions d'hygiène. Les activités de vaccination ont été interrompues et le risque d'épidémies est avéré. La situation n'a fait qu'empirer avec l'arrivée de l'hiver.

Même si l'offensive prenait fin aujourd'hui, son impact à long terme serait sans précédent, compte tenu de l'ampleur des destructions et des défis inédits propres à l'organisation des soins médicaux à Gaza. C'est une société entière qui doit être reconstruite tout en devant répondre aux besoins d'un nombre colossal de blessés de guerre qui nécessiteront plusieurs années de rééducation et risquent des infections, des amputations et des handicaps permanents. Le traumatisme psychique causé par la violence, la perte des proches et des foyers, les conditions de vie catastrophiques et les déplacements répétés représente un défi majeur et urgent, qui va perdurer sur plusieurs générations.

1 Traqués par le Hamas : 27 heures de massacre et de survie dans le kibboutz israélien Be'eri | Reuters – 3 novembre 2023 - [Disponible ici](#)

2 Bulletin sur la situation d'urgence dans les Territoires Palestiniens Occupés, numéro 48 | OMS – 15 octobre 2024 - [Disponible ici](#)

L'impact environnemental de la guerre aggravera encore les risques sanitaires à long terme. Un article publié en juin 2024 dans *The Lancet*³ évaluait à 186 000 le nombre de décès imputables à la guerre, dont 148 000 décès indirectement liés au conflit, en prenant en compte ceux liés à l'effondrement du système de santé, à la malnutrition et aux épidémies, et sur la base d'une estimation prudente. Piégés dans une zone de guerre sans lieu sûr ni issue en vue, les habitants de Gaza luttent pour survivre dans un piège mortel.

Dans le nord de la bande de Gaza en particulier, la récente offensive militaire illustre clairement la guerre sans merci que les forces israéliennes mènent dans la bande de Gaza : MSF constate des signes évidents de nettoyage ethnique, toute forme de vie palestinienne étant en cours de disparition dans cette région. Nos observations directes de la catastrophe médicale et humanitaire en cours à Gaza correspondent aux descriptions fournies par un nombre croissant d'experts juridiques et d'organisations de défense des droits humains qui concluent qu'un génocide est en cours à Gaza. Bien que nous n'ayons pas la capacité juridique d'établir une intentionnalité, les signes de nettoyage ethnique et la situation catastrophique en cours sont indéniables, notamment le blocus de l'aide, les déplacements forcés et les massacres, les graves blessures physiques et psychiques, les déplacements forcés et les conditions de vie insupportables pour les Palestiniens assiégés et bombardés.

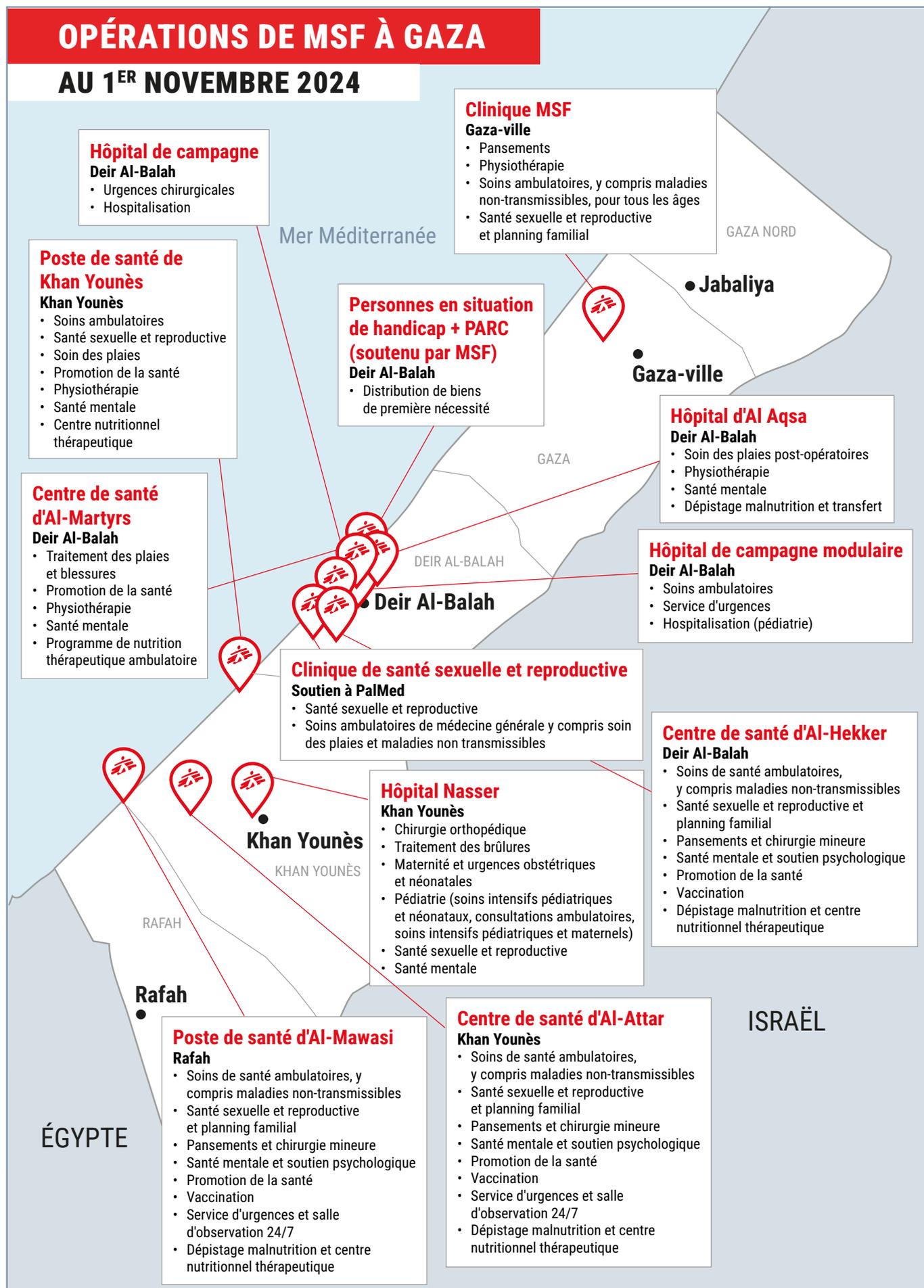
Les attaques contre les civils, le démantèlement du système de santé, la privation de nourriture, d'eau et de matériel constituent une forme de punition collective infligée à la population de Gaza par les autorités israéliennes. Cela doit cesser immédiatement.

- Un cessez-le-feu immédiat et durable doit être mis en œuvre. La destruction de la vie et de la société palestinienne à Gaza doit cesser.
- Le rationnement de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza doit cesser. Israël doit mettre fin au siège de Gaza et ouvrir les frontières terrestres, y compris le point de passage de Rafah, afin de garantir l'acheminement à grande échelle de l'aide humanitaire et médicale. Israël doit prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'aide nécessaire parvienne à ceux qui en ont urgemment besoin, notamment en arrêtant d'entraver les capacités de maintien de l'ordre dans la bande de Gaza.
- Les autorités israéliennes doivent abroger la loi récemment approuvée interdisant les activités de l'UNRWA et veiller à ce que l'agence puisse continuer à jouer son rôle vital de soutien à la population palestinienne. Les capacités locales restantes à Gaza doivent être reconstruites et renforcées.
- Les déplacements forcés doivent cesser. Les habitants de Gaza doivent être autorisés à se déplacer librement, notamment à retourner dans leurs lieux de vie et à retrouver leurs moyens de subsistance. Les autorités israéliennes doivent faciliter l'évacuation des personnes qui ont besoin de soins spécialisés ou qui cherchent refuge en dehors de Gaza, tout en garantissant leur droit à un retour sûr, volontaire et digne.
- En janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à Israël de prendre des mesures conservatoires pour prévenir les actes de génocide à Gaza. Malgré cela, rien n'a été fait pour se conformer à cette ordonnance. Les observations de MSF rejoignent celles d'un nombre croissant d'experts juridiques et d'organisations de défense des droits humains, qui concluent qu'un nettoyage ethnique et un génocide sont en cours à Gaza. MSF appelle les États, en particulier les plus proches alliés d'Israël, à mettre fin à leur soutien inconditionnel à Israël et à s'acquitter de leur obligation de prévenir le génocide à Gaza. Les États doivent user de leur influence pour mettre un terme aux souffrances de la population et permettre une augmentation massive de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza.
- MSF renouvelle son appel à une enquête indépendante pour déterminer les faits et les responsabilités derrière les attaques répétées contre les équipes et les structures de MSF, qui ont tué huit employés de MSF et de nombreux membres de leurs familles. Cet appel s'étend également à d'autres attaques contre les travailleurs humanitaires et le personnel médical.

3 Compter les morts à Gaza : un exercice difficile mais essentiel | *The Lancet* - Khatib, Rasha, Martin McKee, and Salim Yusuf - Juillet 2024 - [Disponible ici](#)

OPÉRATIONS DE MSF À GAZA

AU 1^{ER} NOVEMBRE 2024



INTRODUCTION

Le niveau de destruction causé par la réponse d’Israël aux attaques du Hamas et d’autres groupes armés palestiniens a entraîné l’effondrement du système de santé déjà fragile de Gaza. Avant octobre 2023, les 17 années de blocus israélien avaient engendré des pénuries persistantes de fournitures et d’équipements médicaux. Des traitements essentiels, tels que les soins oncologiques et la chirurgie, étaient fréquemment retardés ou annulés. En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les patients avaient du mal à accéder à des soins vitaux : entre 2008 et 2022, plus de 70 000 patients se sont vu refuser une autorisation de soins ou ont dû faire face à des délais pour son obtention. Ces entraves ont entraîné une hausse de la mortalité, en particulier chez les patients dans un état critique : les personnes atteintes de cancer dont l’autorisation pour une chimiothérapie ou une radiothérapie a été retardée avaient 1,5 fois moins de chance de survivre⁴.

MSF travaille dans la bande de Gaza depuis plus de 20 ans, fournissant des services de chirurgie orthopédique, de traumatologie et de soins aux brûlés, ainsi que des soins de santé mentale. Avant cette guerre, MSF soignait encore 87 patients gravement blessés lors de la « Grande Marche du Retour » de 2018. Depuis le 7 octobre 2023, alors que les besoins humanitaires ont explosé, la capacité de réponse de MSF a été largement réduite : les frappes aériennes israéliennes ou les combats ont contraint le personnel à évacuer les structures de santé à plusieurs reprises. Celles-ci ont été endommagées ou détruites, et certains de nos collègues ont été tués. Malgré ces défis immenses, MSF s’est efforcée d’augmenter ses activités à Gaza.

Ce rapport est basé sur des données quantitatives et qualitatives collectées entre octobre 2023 et début octobre 2024, notamment des données médicales et logistiques de MSF⁵ ainsi que des entretiens menés avec le personnel médical et non médical de MSF et avec des patients.⁶ Il s’appuie sur des observations directes pour appeler à des mesures tangibles et urgentes afin (1) de mettre un terme à la destruction de Gaza, et notamment de son système de santé, et (2) de répondre à une crise humanitaire catastrophique.

4 Analyse de la survie des patients atteints de cancer à Gaza qui ont demandé un permis israélien de sortie de la bande de Gaza pour des soins de santé : une étude de cohorte rétrospective des patients de 2008 à 2017 – [Disponible ici](#)

5 En raison des multiples évacuations d’installations et des changements d’activités, les données ne peuvent être considérées comme totalement exactes et exhaustives.

6 Certains noms de membres du personnel et de patients ont été modifiés ou rendus anonymes afin de préserver leur anonymat.

I. UN SYSTÈME DE SANTÉ CIBLÉ ET DÉTRUIT



Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS)⁷ entre le 7 octobre 2023 et le 18 septembre 2024, 512 attaques contre les soins de santé ont été rapportées, 409 installations ont été touchées et 115 ambulances endommagées dans la bande de Gaza. À ce jour, 19 hôpitaux, 126 points médicaux et 75 centres de soins de santé primaires sont hors service. À la fin du mois de juin 2024, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH)⁸ estimait que quelque 500 travailleurs de la santé avaient été tués depuis le début de la guerre. Nos équipes ont été témoins d'attaques systématiques contre les hôpitaux, assiégés, ciblés par des frappes aériennes ou des bombardements et pris d'assaut par des troupes au sol. Des ambulances ont été détruites, des patients et des membres du personnel soignant tués. Vingt-six attaques ont été perpétrées à l'intérieur ou à proximité de structures soutenues par MSF, dont dix ont été directement frappées ou endommagées. Les équipes MSF ont été témoins de ces tactiques de destruction, en particulier contre trois hôpitaux : Al-Shifa, qui a été laissé en ruine, Al-Awda et Nasser, qui ont subi des dommages importants ; ces trois hôpitaux ont été contraints de fermer temporairement.

7 Tableau de bord de la santé dans les territoires palestiniens occupés | OMS - [Disponible ici](#)

8 Déclaration sur l'assassinat et la détention arbitraire de professionnels de la santé à Gaza | OHCHR [Disponible ici](#)

Dans les structures gérées ou soutenues par MSF au moins 27 500 consultations ont été effectuées pour des blessures liées à la violence, ainsi que quelque 7 500 interventions chirurgicales. Depuis octobre 2023, le personnel de MSF a subi 41 incidents majeurs, notamment dans le cadre de frappes aériennes et d'offensives terrestres contre des hôpitaux, de tirs de chars sur des abris signalés aux autorités israéliennes abritant le personnel de MSF et leurs familles et des attaques contre des locaux et des convois humanitaires. Huit collègues de MSF ont été tués et plusieurs autres blessés, ainsi que de nombreux membres de leur famille ; d'autres ont été arrêtés par les forces israéliennes.

Lorsque la responsabilité de ces attaques pouvait être attribuée, nous l'avons fait. Cependant, dans de nombreux cas, il n'a pas été possible de déterminer l'auteur de l'attaque. Les emplacements des structures de MSF ou soutenues par MSF qui ont été touchées ou attaquées, ainsi que les coordonnées des véhicules effectuant des mouvements, ont été communiqués aux principaux belligérants. Malgré cela, ils n'ont été ni respectés ni protégés, entraînant des morts et des blessés, notamment des travailleurs humanitaires et des patients mais aussi d'autres civils.

INCIDENTS CRITIQUES SUBIS PAR LES STRUCTURES SOUTENUES PAR MSF, LE PERSONNEL MSF ET LEUR FAMILLE DU 7/10/2023 AU 7/10/2024

Date	Description de l'événement	Date	Description de l'événement
07/10/23	Frappe aérienne sur l'hôpital indonésien : une infirmière tuée (non-MSF).	17/12/23	Les troupes israéliennes prennent le contrôle de l'hôpital Al-Awda et le personnel médical (y compris celui de MSF) est interrogé/déshabillé.
07/10/23	Frappe aérienne sur une ambulance devant l'hôpital Nasser : un mort et plusieurs blessés.	06/01/24	Une balle tirée par un sniper traverse le mur de l'unité de soins intensifs. Ordres d'évacuation autour de l'hôpital Al-Aqsa, y compris la pharmacie de MSF. Décision d'évacuation de MSF.
10/10/23	Une frappe aérienne endommage la clinique de MSF à Gaza.	08/01/24	Bombardement de l'abri de MSF accueillant 100 membres du personnel et leurs familles. Un membre de la famille tué et trois blessés.
11/10/23	Frappe aérienne près de l'hôpital Al-Awda : quelques dégâts matériels.	16/01/24	Bombardement à proximité de l'hôpital Nasser. Les patients et les civils déplacés fuient dans la panique.
17/10/23	Frappe aérienne sur le parking de l'hôpital Al Ahli : 100 morts.	22/01/24	L'hôpital Nasser est encerclé par les combats : bombardements et ordres d'évacuation. Des frappes aériennes tuent des personnes à 150 m de l'entrée de l'hôpital selon le personnel de MSF.
30/10/23	Un projectile endommage l'hôpital de l'amitié turco-palestinienne.	09/02/24	Fusillade à l'intérieur de Nasser : 2 morts, 5 blessés (dont une infirmière). Accès à l'hôpital impossible en raison des combats alentour et des forces israéliennes opérant dans les environs immédiats. Des personnes sont bloquées à l'intérieur.
03/11/23	Frappe aérienne devant l'entrée de l'hôpital Al-Shifa : une ambulance touchée. Plusieurs dizaines de personnes tuées.	15/02/24	Bombardement du service orthopédique de l'hôpital Nasser : un mort et plusieurs blessés.
10/11/23	Bombardement de l'hôpital Al-Shifa. De nombreux morts et blessés ; patients/personnel piégés à l'intérieur.	15/02/24	Un employé de MSF est arrêté par les forces israéliennes.
14/11/23	Coups de feu contre un bâtiment abritant des membres du personnel de MSF	20/02/24	Bombardement d'un abri hébergeant des membres du personnel de MSF : deux membres de leurs familles sont tués et sept blessés.
15/11/23	L'hôpital Al-Shifa est pris d'assaut par les troupes israéliennes.	02/03/24	Tirs d'obus à proximité de l'entrée de l'hôpital émirati : deux morts et plusieurs blessés (dont un ambulancier).
18/11/23	Un convoi d'évacuation du personnel de MSF est pris pour cible : 2 morts	25/03/24	Accès impossible à Al-Shifa selon le personnel. Lourdes frappes aériennes israéliennes et combats dans les environs.
20/11/23	La clinique MSF de Gaza est endommagée et incendiée. Un char israélien est visible dans la rue.	27/03/24	Frappe aérienne près de la clinique Al-Shaboura. Plusieurs personnes tuées.
20/11/23	Cinq voitures de MSF sont également détruites.	31/03/24	Frappe aérienne dans la cour d'Al Aqsa, à l'extérieur de la salle d'urgence où des personnes s'abritaient. De nombreux morts et blessés.
21/11/23	Attaque aérienne sur l'hôpital d'Al-Awda. 3 morts (dont 2 employés de MSF).	01/04/24	L'hôpital Al-Shifa est en ruines après 14 jours d'opérations de l'armée israélienne. Des centaines de personnes ont été tuées, y compris des membres du personnel médical ; d'autres personnes à l'intérieur et autour de l'hôpital et de nombreux membres du personnel médical sont arrêtées.
22/11/23	Les voitures d'un convoi de MSF sont prises pour cible par des véhicules de l'armée israélienne.	20/05/24	L'hôpital Al-Awda est encerclé par les chars. Le personnel et les patients sont contraints de s'abriter sous les tables et les lits alors que les fenêtres sont pulvérisées par les balles et les obus.
24/11/23	Des voitures MSF et un bus de location sont détruits.	23/05/24	L'hôpital Al-Awda est contraint de fermer à la suite d'un siège de quatre jours.
01/12/23	Une explosion endommage l'hôpital Al-Awda.	22/07/24	Frappe aérienne sur l'hôpital Al-Aqsa.
05/12/23	Siège total de l'hôpital Al-Awda à partir du 05/12. Dans les jours qui ont suivi, 2 membres du personnel médical ont été tués par des tirs de snipers.	04/08/24	Bombardement sur des tentes dans l'enceinte de l'hôpital Al-Aqsa. Trois morts et 18 blessés.
12/12/23	Un chirurgien MSF est blessé à l'intérieur de l'hôpital Al-Awda par des tirs de snipers postés à l'extérieur.	25/08/24	Une explosion à 250 m de l'hôpital Al-Aqsa et l'ordre d'évacuation des environs de l'hôpital Al-Aqsa provoquent la panique et le départ d'environ 550 patients.
17/12/23	La maternité de l'hôpital Nasser est touchée par des balles traçantes israéliennes. Une patiente tuée (13 ans) et d'autres blessées.	05/09/24	Frappe aérienne dans l'enceinte de l'hôpital Al Aqsa. Quatre morts et 16 blessés.
		07/10/24	Frappe aérienne dans l'enceinte de l'hôpital Al Aqsa. Huit blessés.

A. Des attaques systématiques contre les hôpitaux et l'aide humanitaire

Les attaques systématiques décrites ci-dessus, leurs conséquences et la privation d'accès aux soins médicaux et à l'aide humanitaire (voir les sections ci-dessous) démontrent que les forces israéliennes mènent une « guerre contre la santé des habitants de Gaza » qui a mené au démantèlement du système de santé. Aujourd'hui, 19 hôpitaux sont totalement hors service et seuls 17 sont encore fonctionnels⁹. Au 8 octobre 2024, seuls 14 hôpitaux demeurent accessibles. Dans le nord de la bande de Gaza, la capacité hospitalière est désormais pratiquement inexistante, les forces israéliennes ayant ordonné l'évacuation des trois principales structures de santé au mois d'octobre 2024. L'accès au peu d'établissements de santé encore fonctionnels dans cette zone où les combats sont incessants se fait souvent au péril de la vie, faute de voies et de lieux sûrs pour les civils.

Les attaques répétées ont non seulement mis plusieurs hôpitaux hors service, mais aussi gravement endommagé les structures restantes, qui fonctionnent avec du matériel et des ressources limités. Leur capacité est cruellement insuffisante : seuls 2 158 lits sont disponibles (1 501 lits dans les hôpitaux partiellement fonctionnels et 657 dans les hôpitaux de campagne⁹), contre environ 3 412 avant la guerre¹⁰. Les besoins ont augmenté de façon exponentielle en raison du nombre massif de blessés et de la propagation des maladies causée par les conditions de vie désastreuses et l'effondrement du système de soins de santé primaires. Seuls 58 des 132 centres de santé primaire sont encore en service et subissent les mêmes limitations en matière d'approvisionnement.

En décembre 2024, le nombre de victimes de guerre s'élève à plus de 45 000 morts et 105 000 blessés¹¹, selon le ministère de la Santé de Gaza. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a publié une analyse détaillée des informations personnelles des victimes de la guerre à Gaza sur

une période de six mois, allant de novembre 2023 à avril 2024, et a conclu que près de 70 % d'entre elles étaient des enfants et des femmes¹². Selon un rapport récent publié par Oxfam, « plus de femmes et d'enfants ont été tués par l'armée israélienne en un an de guerre à Gaza que durant une période similaire dans le cadre de n'importe quel autre conflit survenu ces vingt dernières années¹³ ». Les Nations unies ont également estimé¹⁴ que plus de 10 000 corps étaient encore enfouis sous les décombres.

Les frappes aériennes israéliennes sur des zones densément peuplées et des abris entraînent souvent des massacres. Ces attaques provoquent d'importants flux de patients dans un état critique : des dizaines, voire des centaines de personnes blessées par des explosions, écrasées sous les décombres ou blessées par des tirs, nécessitent au même moment des soins d'urgence, ce qui dépasse de loin les capacités des quelques hôpitaux encore fonctionnels. Le personnel médical, débordé, n'a d'autre choix que de traiter les patients à même le sol, tentant de sauver des vies au milieu des cadavres et du chaos le plus total. La plupart du temps, les soignants doivent intervenir sans le matériel nécessaire. Ils sont confrontés à des pénuries de produits essentiels comme les antidouleurs et travaillent dans des hôpitaux qui risquent de cesser leurs activités à tout instant en raison du manque de carburant, nécessaire pour produire de l'électricité. Ces afflux massifs de blessés obligent également les structures de santé à décharger les patients plus rapidement qu'ils ne devraient afin de libérer de la place, ce qui affecte leur rétablissement, voire leurs chances de survie.

Guillemette Thomas, coordinatrice médicale de MSF en Palestine - 17 octobre 2023

« Les capacités de prise en charge s'effondrent déjà. Le personnel hospitalier n'est plus en mesure de traiter correctement les blessés, ni même d'admettre de nouveaux patients, et tout se fait dans des conditions extrêmement précaires, avec un personnel insuffisant et sans l'équipement médical nécessaire. Il y a un flux constant de patients et de blessés graves, avec des traumatismes complexes, des brûlures, des fractures et des membres écrasés. »

9 Bulletin sur la situation d'urgence dans les Territoires Palestiniens Occupés, numéro 46 | OMS - 25 septembre 2024 - [Disponible ici](#)

10 État du système de santé à Gaza pendant la guerre entre Israël et le Hamas | The Lancet - Décembre 2023 - [Disponible ici](#)

11 Tableau de bord de la santé dans les Territoires palestiniens occupés | OMS - [Disponible ici](#)

12 Rapport semestriel actualisé sur la situation des droits de l'homme à Gaza : du 1er novembre 2023 au 30 avril 2024 | Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme - 8 novembre 2024 - [Disponible ici](#)

13 Plus de femmes et d'enfants ont été tués à Gaza par l'armée israélienne que dans tout autre conflit récent en une seule année | Communiqué de presse de l'Oxfam 24 septembre 2024 | [Disponible ici](#)

14 10 000 personnes seraient ensevelies sous les décombres à Gaza | UN News - 2 mai 2024 - [Disponible ici](#)

Dr. Javid Abdelmoneim, responsable de l'équipe médicale de MSF à Gaza - 21 août 2024

« Chaque jour de juillet a été une succession de chocs. [Le 24 juillet], je suis passé derrière un rideau et j'ai vu une petite fille toute seule, en train de mourir. Voilà le résultat de l'effondrement du système de santé : une petite fille de 8 ans mourant seule sur un chariot aux urgences. Dans un système de santé qui fonctionne, on l'aurait sauvée. »



De nombreux patients requièrent deux opérations chirurgicales voire plus, souvent en raison de la complexité de leurs blessures, mais aussi à cause d'interventions antérieures menées à la hâte lors d'afflux massifs de blessés, parce que le chirurgien n'avait pas le temps de tout traiter en une seule fois.

Karin Huster, référente médicale pour MSF à Gaza - 5 et 11 juin 2024

« Il y a des blessés partout... Les corps sont transportés dans des sacs en plastique, l'odeur du sang est insoutenable. Des centaines de personnes sont dans l'hôpital, attendant des nouvelles de leurs proches blessés dans les bombardements. Des corps enveloppés dans des linceuls blancs sont couchés par terre et à la morgue. Aux urgences, c'est l'apocalypse. La situation est désespérée (...) Des enfants gris ou blancs en raison du choc, brûlés, appelant leurs parents, d'autres incapables de crier parce qu'ils sont en état de choc... Rien ne justifie ce que j'ai vu aujourd'hui. Ces enfants, le bébé de trois mois, l'enfant de sept ans, l'enfant de douze ans qui est mort, l'homme de 25 ans, la femme de 78 ans, tous avec des blessures atroces : en quoi ont-ils mérité cela ? »

Une patiente, 19 - 28 septembre 2024

« J'ai été blessée le 21 août lorsque la maison dans laquelle je me trouvais a été bombardée. Un missile

est tombé chez nous, il a atterri au sous-sol. Ma jambe a dû être amputée. Quand le missile a touché le sous-sol, tous ceux qui s'y trouvaient ont été tués, soit 30 à 40 personnes. Je me suis réveillée sous les décombres en criant. Ils m'ont transportée dans un tuk-tuk et m'ont emmenée à l'hôpital. Le tuk-tuk n'arrêtait pas de trembler parce que les routes sont très accidentées. Honnêtement, si ma jambe n'était pas déjà brisée, elle l'aurait été à cause de toutes les secousses pendant que nous roulions. Lorsque nous sommes arrivés à l'hôpital Nasser, ils m'ont mise par terre parce qu'il y avait trop de blessés et de morts. »

Un membre du personnel de MSF, vivant dans le camp de Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza - 12 juin 2024

« Pendant une heure qui m'a paru interminable, je ne savais pas où se trouvait mon fils aîné. Il était allé au marché un peu plus tôt et, en quelques minutes, tout a basculé. Il y a des bruits de missiles et des explosions partout. Nous ne savons pas ce qui se passe. Tout le monde crie et court dans tous les sens, on entend des sirènes d'ambulance, on a l'impression que c'est la fin du monde.

Je vérifie si mon fils est rentré et je me rends compte qu'il a laissé son téléphone à la maison. Je sors, je crie son nom dans la rue. Ma famille essaie de me ramener à l'intérieur. Je crie tellement que j'en perds la voix. Une heure plus tard, mon fils rentre à la maison. La peur et la terreur se lisent sur son visage, il peut à peine parler. Il me dit : « Papa, des gens ont été bombardés ! » Je le serre dans mes bras et je pleure. Pour la première fois, je me sens impuissant.

Je me suis ensuite rendu à la clinique Al-Awda, qui se trouve à quelques mètres de chez moi, à Deir Al-Balah. J'ai vu des dizaines de personnes allongées sur le sol. Certaines étaient mortes, d'autres blessées. Une ambulance est arrivée, transportant trois morts et quatre blessés. Un collègue m'a appelé, son frère avait été blessé dans le dos par un éclat d'obus et vomissait du sang. Il m'a demandé ce qu'il devait faire, mais je ne savais pas comment l'aider. Il n'y avait pas d'ambulance. Je lui ai dit d'appliquer une pression sur la blessure et de prier pour qu'il reste en vie. Des dizaines de personnes avaient été tuées. Nous n'avons pas eu le temps de les enterrer. C'étaient mes voisins, mes amis et des membres de ma famille. Des hommes, des femmes et des enfants. »

Javid Abdelmoneim, responsable de l'équipe médicale de MSF à Gaza - 20 juillet 2024

« La situation à l'hôpital est rapidement devenue chaotique. Une enfant de trois ans a été blessée,

ses parents étaient inquiets car elle me regardait droit dans les yeux. Je pensais qu'elle allait bien parce qu'elle respirait, mais quand j'ai enlevé son pansement, on pouvait voir l'os de sa cuisse gauche. Quelques secondes plus tard, les portes se sont ouvertes avec fracas. Quatre ou cinq blessés sont entrés, dont certains étaient des secouristes. Parmi les blessés, il y avait un garçon qui ne respirait plus. Nous avons essayé de le réanimer, mais l'infirmière nous a regardés et nous a demandé pourquoi nous nous occupions de lui alors que nous pouvions sauver d'autres vies. Personne n'a eu le courage de le déclarer mort et de passer à la personne suivante. C'était l'enfant de quelqu'un. Mais nous devons passer au suivant, puis à un autre, et cela a duré quatre heures et demie.

Dans la salle d'urgence, il y avait du sang partout sur le sol et je devais m'agenouiller pour soigner les patients. Ils étaient partout, il n'y avait plus de lits. Je sentais que mes genoux étaient couverts de sang. De plus en plus de patients affluaient en même temps.

J'ai travaillé dans des situations similaires dans le monde entier avec des afflux massifs de blessés et l'odeur du sang est la même où que vous soyez. Mais ici, à Gaza, l'horreur m'a vraiment frappé. Alors que nous étions en plein travail, nous avons vu notre collègue, un anesthésiste de MSF, dans la salle d'urgence. Je lui ai demandé ce qu'il faisait là et pourquoi il n'était pas au bloc opératoire. Il m'a répondu : «Je viens d'apprendre que ma maison a été détruite et que ma fille et mon neveu sont ici quelque part». Plus tard, nous avons appris que son neveu avait été tué. »

Une équipe de MSF a relevé un pourcentage élevé d'infections parmi les nouveaux patients blessés (13,3%¹⁵), notamment dues aux mauvaises conditions d'hygiène, sur le lieu de vie ou dans les établissements de santé, et à la difficulté d'accès aux soins permettant une bonne prise en charge des blessures.

Kamil, infirmier d'urgence MSF - 10 juillet 2024

« Les patients que j'ai vus pendant cette guerre sont différents de ceux des guerres précédentes. La plupart souffre de brûlures profondes et d'éclats d'obus. Beaucoup ont perdu des membres ou ont des blessures infectées. Je n'oublierai jamais l'odeur des infections - on dirait celle de la mauvaise huile. »

Dix hôpitaux de campagne ont pu être déployés par des organisations humanitaires ou dans le cadre de collaborations bilatérales avec certains pays de la région, mais seulement cinq d'entre eux étaient encore fonctionnels au 2 octobre 2024¹⁶. Ces installations ne peuvent en aucun cas pallier le manque de services de santé, ni prétendre remplacer les hôpitaux qui ont été endommagés ou détruits. Suite à la destruction du système de santé de Gaza, causée par l'offensive israélienne et son utilisation délibérément disproportionnée de la force, MSF a ouvert, en dernier recours, deux hôpitaux de campagne pour faire face à l'explosion des besoins médicaux. L'effondrement des structures de santé, les multiples ordres d'évacuation, l'insécurité généralisée et l'afflux quotidien de blessés ne laissaient pas d'autre alternative. Cependant, les hôpitaux de campagne ne sont pas en mesure de remplacer un système de santé fonctionnel. MSF a mis en place son premier hôpital de campagne à la fin du mois d'août 2024, lorsque la majorité des 650 patients de l'hôpital Al-Aqsa ont été contraints de fuir les attaques des forces israéliennes sur l'établissement.¹⁷

Dr Sohaib Safi, coordinateur médical adjoint de MSF - août 2024

« Aucun hôpital de campagne ne remplacera ce qui était un système de santé fonctionnel à Gaza. Il s'agit du dernier recours pour fournir des soins médicaux urgents. »

15 Données MSF de janvier à septembre 2024

16 Bulletin sur la situation d'urgence dans les TPO, numéro 47 | OMS - 2 octobre 2024 - [Disponible ici](#)

17 L'hôpital Al-Aqsa étant menacé, MSF ouvre un hôpital de campagne dans le centre de Gaza | MSF - Communiqué de presse - 28 août 2024 - [Disponible ici](#)

COMMENT DÉMANTELER UN HÔPITAL : LE SIÈGE DE L'HÔPITAL NASSER À KHAN YOUNÈS¹⁸

- ▶ **Début décembre 2023** : des milliers de personnes se réfugient à l'hôpital Nasser, situé à Khan Younès, pour échapper aux combats. L'hôpital, déjà débordé par l'afflux massif et répété de blessés, devient un refuge pour les personnes déplacées. Les deux tiers des hôpitaux de Gaza étant hors d'usage, l'hôpital Nasser est l'un des rares endroits où l'on peut encore trouver à la fois des soins médicaux et un refuge.
- ▶ **17/12/2023** : la maternité est frappée. Une jeune fille de 13 ans est tuée et de nombreuses autres personnes sont blessées.
- ▶ **15/1/2024** : rapport de terrain d'Aurélie Godard, responsable d'équipe médicale de MSF, et de Léo Cans, chef de mission pour MSF, à la suite d'une visite à l'hôpital Nasser :

« Le 15 janvier, vers 15 heures, une frappe aérienne a touché des camions qui déchargeaient de la nourriture à 150 mètres à l'est de l'hôpital. Le bruit était si fort qu'il a fait mal aux oreilles. Après quelques minutes, de nombreux blessés sont arrivés à l'hôpital, certains portés par des personnes à pied, d'autres par des ambulances et d'autres encore dans des voitures privées. Au total, huit personnes ont été tuées, dont deux garçons de quatre/cinq ans, et 80 personnes ont été blessées, parmi lesquelles 20 ont dû subir une intervention chirurgicale. »

- ▶ **21/1/24** : l'hôpital est assiégé. Des bombardements intenses et des combats se déroulent tout autour.
- ▶ **23/1/24** : les forces israéliennes émettent de nouveaux ordres d'évacuation qui concernent Khan Younès et l'hôpital Nasser ; environ 850 patients et des milliers de personnes sont piégés à l'intérieur. Leur évacuation est impossible, les combats font rage et les ambulances sont bloquées. À l'époque, Nasser est l'un des deux seuls hôpitaux du sud de la bande de Gaza à pouvoir traiter des patients grièvement blessés.

Un membre du personnel de MSF pris au piège dans l'hôpital Nasser

« Il n'y avait plus de soignants dans la salle des urgences. Il n'y avait pas de lits, juste quelques chaises et quelques infirmiers. Nous nous sommes débrouillés avec ce que nous avions, nous avons essayé d'arrêter l'hémorragie et de trier les patients. C'était horrible et cela m'a beaucoup affecté psychologiquement. (...) Je suis allé chercher un patient au bloc opératoire et j'ai demandé aux quelques employés restants s'ils pouvaient nous donner une gaze abdominale. Ils m'ont répondu qu'ils n'en avaient pas en réserve et que celles qu'ils avaient étaient déjà utilisées sur plusieurs patients. Ils l'utilisent une fois, puis essorent le sang, la lavent, la stérilisent et la réutilisent pour un autre patient. Voilà la situation dans le bloc opératoire de Nasser, vous imaginez ? »



- ▶ **8/2/24** : le personnel de MSF à l'intérieur de l'hôpital rapporte que des tireurs embusqués semblent viser à la fois l'hôpital et les personnes qui tentent de fuir, faisant des morts et des blessés.

¹⁸ Les sources utilisées comprennent des témoignages de première main de membres du personnel de MSF, des échanges d'informations entre l'équipe de coordination de MSF à Jérusalem et les équipes de MSF à Gaza, consignés dans un journal de bord interne, des médias et des publications d'organisations humanitaires. Toutes ces sources corroborent cette chronologie - [Disponible ici](#)

- ▶ **13/2/24** : l'armée israélienne émet un ordre d'évacuation pour les personnes réfugiées à l'intérieur de l'établissement, tout en déclarant que le personnel médical, leurs familles, les patients et un soignant par patient sont autorisés à rester à l'intérieur de l'hôpital. Trois personnes sont tuées et dix autres blessées par des tirs israéliens alors qu'elles se trouvent à l'intérieur de ses bâtiments.
- ▶ **14-15/2/24** : l'hôpital est touché par un projectile aux premières heures du matin, tuant une personne et en blessant huit autres, malgré les garanties données par les forces israéliennes au personnel médical et aux patients les assurant qu'ils pouvaient rester dans l'établissement. Les forces israéliennes prennent d'assaut l'hôpital à l'aube, détruisent les équipements médicaux ainsi que les ambulances et contrôlent les personnes qui sortent de l'hôpital. Un membre du personnel de MSF est arrêté (il a été libéré depuis).

Lisa Macheiner, coordinatrice de projet MSF à Gaza - 14 février 2024

« Les gens ont été contraints à un choix impossible : rester à l'hôpital Nasser contre les ordres de l'armée israélienne et devenir une cible potentielle ou sortir de l'enceinte pour se retrouver dans un environnement apocalyptique. Les gens nous demandent : « Où sommes-nous en sécurité ? Où devons-nous aller ? », mais il n'y a pas de réponse à cette question, et cela conduit vraiment à un sentiment de désespoir. »

-
- ▶ **15/2/24** : les patients sont évacués par petits groupes vers les hôpitaux de campagne voisins. L'OMS se voit refuser l'accès à deux reprises. Le 16/2, cinq patients meurent en raison de l'interruption de leurs soins faute d'électricité. Le 17/2, l'hôpital est à court de nourriture et d'eau.

Un patient - septembre 2024

« Ils m'ont opéré pour insérer une plaque de métal dans mon corps en raison de blessures par éclats d'obus dans le dos et l'abdomen. Fin février, les chars [israéliens] ont atteint l'hôpital Nasser. Après deux jours d'avertissement pour faire sortir les gens, ils ont attaqué l'hôpital. J'ai été capturé, torturé et interrogé. Il y a eu des vérifications et des interrogatoires, avec des coups bien sûr. Ils visaient les jeunes hommes avec une barbe. Ils marquaient les gens d'un « X » : un « X » sur le front signifiait un interrogatoire sur place plus un interrogatoire dans un endroit où ils nous emmèneraient ; un « X » sur le genou signifiait un interrogatoire sur place seulement.

L'une de leurs méthodes de torture consistait à arracher toute plaque de métal présente dans le corps. Je n'oublierai jamais la vue d'une plaque de métal arrachée du corps d'une personne, c'est gravé dans ma mémoire. »

-
- ▶ **22/2/24** : les forces israéliennes laissent l'hôpital sévèrement endommagé et hors service. L'eau, la nourriture et l'électricité ne sont toujours pas disponibles.
 - ▶ **27/2/24** : 120 patients sont toujours à l'intérieur de l'hôpital Nasser.

Les forces israéliennes ont mené des attaques similaires contre l'hôpital pédiatrique Al-Nasr, l'hôpital Al-Quds et l'hôpital Al-Shifa dans la ville de Gaza, comme l'ont constaté nos équipes ¹⁹⁻²⁰.

Les forces israéliennes ont mené des attaques délibérées, méthodiques et extrêmement violentes contre l'hôpital Nasser. Selon le personnel de MSF, ces attaques ont tué des patients, directement ou indirectement à cause du manque de soins et de personnel. Elles ont forcé des milliers de personnes, parfois déjà déplacées, à se déplacer à nouveau et démantelé un hôpital qui fournissait des soins vitaux, augmentant la pression sur les établissements encore fonctionnels et réduisant l'accès aux soins pour une population qui en a désespérément besoin.

19 Le personnel de l'hôpital de Gaza : « Je ne peux pas partir si vous me tirez dessus » | MSF - 1er décembre 2023 - [Disponible ici](#)

20 Les forces israéliennes laissent l'hôpital Al-Shifa en ruines | MSF - 1er avril 2024 - [Disponible ici](#)

HÔPITAL AL-AQSA, À DEIR AL-BALAH : UN HÔPITAL ATTAQUÉ À PLUSIEURS REPRISES

Cet hôpital essentiel du centre de la bande de Gaza a été attaqué par les forces israéliennes pas moins de sept fois en 2024. En janvier, alors que des combats intenses se déroulent autour de l'hôpital encerclé par des drones et des snipers, les équipes de MSF sont contraintes de suspendre leurs activités et d'évacuer la structure. Cinq frappes aériennes israéliennes distinctes touchent l'enceinte de l'hôpital le 31 mars, le 22 juillet, le 4 août, le 5 septembre et le 7 octobre 2024, tuant et blessant de nombreuses personnes. Le 25 août, un nouvel ordre d'évacuation israélien et une forte explosion poussent de nombreuses personnes à quitter l'hôpital : selon le ministère de la Santé, seules 100 personnes sur les 650 présentes restent sur place. Pendant des semaines, le personnel médical de l'hôpital Al-Aqsa s'efforce d'absorber la charge des hôpitaux démantelés par les forces israéliennes dans le centre-nord de la bande de Gaza.

Témoignage de soignant publié le 28 août 2024

« Aujourd'hui, l'hôpital Al-Aqsa est presque méconnaissable. Avant l'ordre d'évacuation et les explosions, l'hôpital était tellement bondé que les patients devaient parfois être soignés à même le sol. Les patients étaient partout, faisant souvent la queue devant l'hôpital, cherchant désespérément à se faire soigner. L'hôpital semble vraiment vide. » « Il règne un climat d'angoisse lié à la menace imminente [d'une attaque] qui pèse sur l'hôpital. Nous avons rencontré plusieurs patients souffrant de brûlures, de blessures complexes et de personnes devant être amputées, qui reçoivent actuellement des soins à l'hôpital. Ces cas sont probablement la partie émergée de l'iceberg : nous savons qu'il y a beaucoup d'autres personnes qui ont besoin de soins urgents et qui ne peuvent pas se rendre à l'hôpital. »

1. Les travailleurs humanitaires attaqués

Depuis le 7 octobre 2023, les travailleurs humanitaires sont largement exposés à la guerre totale d'Israël contre Gaza. Nombre d'entre eux ont été tués ou blessés alors qu'ils apportaient de l'aide ou s'abritaient avec leur famille. Ils ont également été tués ou mutilés lorsque des véhicules, des bâtiments et des abris humanitaires ont été touchés ou pris pour cible par les forces israéliennes.



Le 18 novembre 2023, un convoi MSF de cinq véhicules, clairement identifié avec le logo de l'association et transportant des membres du personnel de MSF et leurs familles, y compris des enfants, a quitté les locaux de MSF dans la ville de Gaza pour se diriger vers le sud. Le mouvement avait été autorisé par les parties au conflit et a emprunté l'itinéraire indiqué par l'armée israélienne. MSF avait reçu plusieurs accusés de réception et

autorisations des autorités israéliennes pour sa demande de coordination du mouvement d'évacuation, à la fois par téléphone et par email. Les photos et les plaques d'immatriculation des véhicules de MSF avaient également été transmises. Parvenues à un checkpoint, les équipes de MSF ont alors été informées que, contrairement à ce qu'avaient déclaré les autorités israéliennes, elles n'étaient pas autorisées à se déplacer vers le sud avec leurs véhicules. Les équipes de MSF ont dû attendre plus de trois heures, tandis qu'une foule immense attendait de pouvoir passer, les longs processus de contrôles des forces israéliennes ayant créé un goulot d'étranglement. La situation était chaotique et des coups de feu ont été entendus. Craignant pour leur sécurité, les équipes ont décidé de regagner les locaux de MSF et ont informé l'armée israélienne de ce mouvement. De retour dans la ville de Gaza, les membres du convoi ont aperçu des chars au loin et des hommes armés sur des bâtiments. Les chars ont ouvert le feu. Une personne est morte sur le coup tandis qu'une autre, blessée, est décédée plus tard des suites de ses blessures, faute d'avoir pu être évacuée et soignée. Après avoir recueilli les témoignages du personnel de MSF présent ce jour-là dans le convoi, MSF considère que tous les éléments pointent vers la responsabilité de l'armée israélienne dans cette attaque²¹.

A la suite de ces événements, MSF a de nouveau communiqué aux autorités israéliennes les coordonnées GPS du local où se trouvaient ses employés et leurs familles, afin de rendre possible une nouvelle tentative d'évacuation.

Deux jours après l'attaque, le 20 novembre, un bulldozer israélien escorté par des chars a méthodiquement détruit les cinq véhicules de MSF garés devant les locaux de l'organisation, comme l'a constaté le personnel de MSF. Un mur de la clinique a été détruit, une partie du bâtiment incendiée. Ces véhicules étaient le seul moyen pour le personnel de MSF et leurs familles de se rendre dans le sud. MSF a donc envoyé d'autres véhicules depuis le sud de l'enclave vers la ville de Gaza dans le cadre d'un mouvement coordonné avec les Nations unies et les autorités israéliennes : ils ont été pris pour cible par des snipers alors qu'ils s'approchaient des locaux de MSF et ont été détruits dans les premières heures du 24 novembre.

À ce jour, les forces israéliennes bénéficient d'une impunité totale concernant ces attaques contre MSF. L'organisation a demandé à plusieurs reprises des explications au COGAT²² - notre principal interlocuteur en Israël pour les activités dans les Territoires Palestiniens Occupés - et à d'autres instances israéliennes, mais au moment de la publication de ce rapport, MSF n'a encore reçu aucune réponse officielle. MSF renouvelle son appel à une enquête indépendante pour établir les faits et les responsabilités.

Un membre de MSF - récit des événements du 18 novembre 2023

« Lorsque nous sommes arrivés dans la rue Al-Wahida, qui est proche du bureau, de la maison MSF et de notre clinique, j'ai vu des chars et des tireurs sur les toits des bâtiments. J'ai été terrifié lorsque j'ai vu que les snipers et les chars pointaient leurs armes sur nous, en particulier sur la quatrième et la cinquième camionnette [du convoi]. Ils ont ouvert le feu sur nous et lorsqu'une balle m'a effleuré le front, j'ai été blessé superficiellement. La balle a touché mon collègue Alaa à la tête. Il était assis à côté de moi. Il avait une blessure sévère à la tête et saignait abondamment. Sa tête est tombée sur le volant, j'ai immédiatement repris le contrôle de la direction pour me déplacer vers la droite de la rue.

Nous sommes arrivés à la clinique et nous avons essayé de maintenir Alaa en vie, de stopper l'hémorragie. Nous n'avons rien pu faire. Il est mort alors que nous essayions de lui sauver la vie. Nous nous sommes levés, choqués par sa mort et par tout ce qui nous était arrivé. Je suis resté sans voix, incapable de penser. Mes enfants pleuraient, les gens discutaient de la manière d'enterrer notre collègue. Et nous avons une autre personne blessée à l'abdomen. »

« Deux jours plus tard, après l'attaque du convoi, un bulldozer ouvrant la voie aux chars israéliens est arrivé et a détruit nos véhicules en les poussant de chaque côté de la rue. Nous avons entendu un bruit étrange, comme si des voitures étaient écrasées, ainsi que des coups de feu. J'ai regardé par la fenêtre : les voitures avaient été poussées sur le côté et étaient en feu. Mes collègues se trouvaient dans la clinique et j'ai eu peur que l'incendie ne les atteigne. Le feu a progressé le long des arbres [près de la clinique]. Les câbles électriques ont également pris feu ; c'était une scène horrible. »

21 Convoi MSF attaqué à Gaza : les éléments disponibles pointent vers une responsabilité de l'armée israélienne | Médecins sans Frontières France, [Disponible ici](#)

22 Coordinateur des activités du gouvernement dans les territoires : l'équipe israélienne officielle chargée de coordonner et de faciliter les initiatives humanitaires à Gaza.

A deux reprises, des locaux de MSF - des bâtiments loués par l'association et abritant le personnel de MSF et leurs familles - ont été directement frappés. Ces frappes ont tué trois membres de la famille d'employés de MSF et blessé neuf personnes.

Le 8 janvier 2024, un obus a traversé le mur du bâtiment de Khan Younès où plus de 100 employés de MSF s'étaient réfugiés avec leurs familles.²³ La fille d'un collègue de MSF, âgée de cinq ans, grièvement blessée par la frappe a succombé à ses blessures ; trois autres personnes ont été blessées. MSF a pu confirmer que les forces israéliennes étaient responsables du bombardement, dont la cible n'était pas le bâtiment MSF. Ceci démontre que les précautions nécessaires pour éviter de blesser inutilement des civils n'ont pas été prises. Avant l'incident, MSF avait informé les autorités israéliennes de la localisation de ses locaux et de la présence de membres de son personnel avec leurs familles. Aucun ordre d'évacuation n'avait été émis pour cette zone avant l'attaque. Plusieurs employés de MSF étaient présents et ont poursuivi leur travail médical et humanitaire à Gaza et ce, malgré la situation difficile à Khan Younès. MSF a contacté les autorités israéliennes immédiatement après l'incident et continue encore aujourd'hui de demander des explications.

Thomas Lauvin, coordinateur de projet MSF à Gaza.

« Cette frappe sur des civils est inacceptable et montre, une fois de plus, que peu importe où l'on se trouve à Gaza, il n'y a aucun lieu sûr. L'obus n'a pas explosé au moment de l'impact, sinon beaucoup d'autres membres de notre personnel et de leurs familles auraient probablement été tués. »

Le 20 février, un char israélien a tiré sur un bâtiment hébergeant 64 personnes, des membres du personnel de MSF et leurs familles, à Al-Mawasi, une zone que les forces israéliennes avaient précédemment déclaré comme étant sûre. L'attaque a tué deux proches d'employés de MSF et a blessé six personnes. Les balles ont touché la porte d'entrée, la façade du bâtiment et l'intérieur du rez-de-chaussée. L'armée israélienne avait été informée de la localisation précise de cet abri, clairement identifié avec un drapeau MSF de deux mètres sur trois étendu sur le mur d'enceinte, et du fait que des membres du personnel de MSF s'y trouvaient avec leur famille. Aucun ordre d'évacuation ni avertissement n'a été émis par les forces israéliennes avant l'attaque.²⁴

Christopher Lockyear, secrétaire général de MSF, s'adressant au Conseil de sécurité des Nations unies²⁵ - 22 février 2024

« Les forces israéliennes ont attaqué nos convois, détenu notre personnel et détruit nos véhicules au bulldozer ; les hôpitaux ont été bombardés et pillés. Aujourd'hui, pour la seconde fois, l'un des abris hébergeant nos collègues a été frappé. Cette série d'attaques est soit intentionnelle, soit le signe d'une incompétence crasse. Aujourd'hui, au moment où je vous parle, nos collègues à Gaza craignent d'être la cible de représailles demain. »

23 Gaza : MSF condamne la frappe sur un abri qui a tué la fille de cinq ans d'un membre du personnel | Communiqué de presse MSF, janvier 2024 - [Disponible ici](#)

24 MSF condamne fermement l'attaque israélienne contre l'abri de MSF à Al-Mawasi, qui fait deux morts et six blessés | Communiqué de presse de MSF, février 2024 - [Disponible ici](#)

25 Conseil de sécurité des Nations unies

2. Environ 2,5 % du personnel médical tué

Ces dernières années, le blocus israélien et l'instabilité politique ont poussé de nombreux travailleurs médicaux à partir à l'étranger, ce qui a entraîné un manque de personnel de santé²⁶. La guerre a aggravé la situation : un nombre inconnu de spécialistes a quitté Gaza entre le 7 octobre 2023 et la fermeture de Rafah en mai 2024. Parmi celles et ceux qui restent, beaucoup ont été tués ou sont toujours détenus. Le Bureau des droits de l'homme des Nations unies fait état de la mort de quelque 500 professionnels de santé²⁷, dont au moins 55 spécialistes selon le ministère de la Santé. 214 professionnels médicaux sont actuellement détenus, selon l'OMS²⁸. Selon l'organisation caritative britannique Medical Aid for Palestinians (MAP UK)²⁹, cela équivaut à une moyenne de deux travailleurs médicaux tués chaque jour, soit 2,5 % du personnel de santé de Gaza décédé aujourd'hui. Ce taux est supérieur à celui de tous les conflits qui se sont déroulés dans le monde en 2021 et 2022. Dans un système de santé déjà très affaibli et confronté à une augmentation colossale des besoins, la mort de ces soignants a des conséquences désastreuses.

26 Les médecins de Gaza étaient en train de mettre en place un système de santé. Puis vint la guerre | Reuters - Juin 2024. Maggie Fick, Ahmed Aboulenein et Saleh Salem. [Disponible ici](#).

27 Déclaration de l'ONU sur le meurtre et la détention arbitraire d'agents de santé à Gaza - 25 juin 2024 - [Disponible ici](#)

28 Tableau de bord de la santé dans les Territoires palestiniens occupés | OMS - [Disponible ici](#)

29 « 500 professionnels de la santé tués lors de l'assaut militaire israélien contre Gaza » | MAP UK - [Disponible ici](#)

B. Tués, mutilés, privés de soins : l'impact de la guerre sur la population de Gaza

1. Tués loin des bombes : le lourd tribut des maladies chroniques

Les attaques contre le système de santé de Gaza ont réduit à néant les capacités de prise en charge des maladies chroniques, entraînant une surmortalité supplémentaire liée à la guerre. Selon le ministère de la Santé, à Gaza, pas moins de 10 000 personnes atteintes de cancer sont privées de soins. Les destructions causées par les attaques israéliennes et le manque de carburant ont entraîné, en novembre 2023, la fermeture du centre d'oncologie de l'hôpital de l'amitié turco-palestinienne. En septembre 2024, seuls deux services d'oncologie avec une capacité limitée fonctionnaient encore dans les hôpitaux Nasser et Al-Aqsa. La chimiothérapie, partiellement accessible avant octobre 2023, n'est plus disponible. Les soins de radiothérapie, indisponibles à Gaza, nécessitent un transfert vers Israël ou la Cisjordanie. Ces transferts ont été interdits par les autorités israéliennes.

Les interventions chirurgicales spécialisées pour les 45 000 patients atteints de maladies

cardiovasculaires³⁰, principale cause de décès à Gaza avant le 7 octobre 2023³¹, ont également été interrompues avant de reprendre sporadiquement à la mi-septembre 2024. En bloquant la quasi-totalité des demandes d'évacuations médicales vers l'étranger, les autorités israéliennes privent aussi les enfants atteints de cardiopathies congénitales de soins spécialisés disponibles en dehors de Gaza.

Un patient, 32 ans - 24 septembre 2024

« Ma mère n'a pas pris ses médicaments contre l'hypertension artérielle et le diabète depuis un an. Ils n'étaient pas disponibles à la pharmacie pendant un certain temps, et lorsqu'ils l'ont été, ils étaient trop chers. »

Un homme, 34 ans - 29 septembre 2024

« Mon père souffre de diabète et d'hypertension. Ma mère est décédée parce que les médicaments et les traitements n'étaient pas disponibles. Elle souffrait d'une maladie neurologique et était sous traitement. Mon père avait l'habitude de se rendre à l'hôpital Nasser pour obtenir ses médicaments. Lorsque l'armée israélienne est entrée dans Nasser, la situation s'est détériorée et nous n'avons pas pu obtenir de médicaments pour ma mère. Son état de santé s'est rapidement dégradé et elle est morte en une heure seulement. »

30 Bulletin sur la situation d'urgence dans les TPO, numéro 41 | OMS - 20 août 2024 - [Disponible ici](#)

31 MOH_2022_Rapport annuel.pdf

Le 28 août 2024, l'unique hôpital psychiatrique de Gaza a dû fermer ses portes en raison de dommages subis le 5 novembre 2023³². Au 20 août 2024, un seul des six centres communautaires de santé mentale était encore opérationnel, avec une capacité minimale de prise en charge. Les pénuries, l'insécurité, les déplacements répétés et les conditions de vie désastreuses ont un impact délétère sur la santé mentale de la population, en particulier sur les personnes souffrant de troubles mentaux préexistants. Selon l'OMS, plus de 485 000 personnes souffrent de troubles mentaux dans la bande de Gaza.³⁰

Les conséquences des attaques et des bombardements massifs et indiscriminés sur le système de santé sont multiples : perte de dossiers médicaux, réduction des capacités de diagnostic et impossibilité de conserver les médicaments dans des conditions acceptables en raison de la destruction des pharmacies. À titre d'exemple, en septembre 2024, seuls deux tomodensitomètres - ou scanners - étaient disponibles dans toute la bande de Gaza. Cette situation, associée aux pillages dus à l'effondrement complet des capacités de maintien de l'ordre, a mené à la création d'un marché noir où des médicaments mal conservés sont revendus à des prix exorbitants.

Israël doit prendre des mesures urgentes pour protéger les établissements de santé, rétablir des circuits d'approvisionnement efficaces et faciliter l'accès aux soins des patients. Au-delà des blessés et des morts causés par les bombardements et les combats, la guerre entraîne des victimes indirectes, faute de traitements disponibles pour les maladies chroniques et les pathologies graves.

2. Interdire l'accès aux soins médicaux en dehors de Gaza

Avant le 7 octobre 2023, de nombreux habitants de Gaza étaient déjà contraints de chercher un traitement spécialisé en dehors de l'enclave. Le blocus israélien, en vigueur depuis 17 ans, entravait sévèrement le développement des services de santé locaux. Les patients tentaient principalement de se rendre à Jérusalem-Est et en Cisjordanie pour des soins, mais leurs démarches étaient régulièrement entravées par les autorités israéliennes. Entre 2008 et 2022, plus de 70 000 demandes, soit 30 % du total, ont été différées ou refusées³³. En octobre 2023, ces procédures ont été brusquement interrompues, alors même que le nombre de personnes nécessitant une

évacuation médicale avait explosé presque du jour au lendemain. Un petit nombre de patients a tout de même pu être évacué grâce à la coordination de l'OMS. Au 30 septembre 2024, moins de 39 % des demandes ont été approuvées (6 075 sur 15 600) et un peu moins d'un tiers (5 138) ont abouti à la sortie du patient de Gaza. Cependant, ces données ne reflètent pas la situation actuelle. Depuis la fermeture du point de passage de Rafah le 7 mai 2024 et la prise de contrôle par les autorités israéliennes du "corridor de Philadelphie", les évacuations médicales ont été presque complètement interrompues. Depuis cette date, environ 1,6% des personnes nécessitant une évacuation ont pu l'obtenir (229 patients), un pourcentage dérisoire au regard de l'immensité des besoins.³⁴ Aujourd'hui, environ 12 000 patients sont toujours en attente d'une autorisation.³⁵

La procédure est longue et compliquée : les patients passent d'abord par un comité des évacuations médicales relevant du ministère de la Santé de Gaza, qui établit les cas prioritaires et les transmet à l'OMS pour qu'ils soient examinés en coordination avec les pays d'accueil potentiels. Ces pays ou l'OMS soumettent ensuite une demande d'approbation aux autorités israéliennes, dont les critères opaques, tant pour les patients que pour les soignants, aboutissent dans la grande majorité des cas à un refus sans explication.

La moitié des personnes évacuées sont des patients nécessitant des soins en oncologie (50 %), suivis par les blessés de guerre (42 %). Au total, seules 14 % des demandes d'évacuation pour les hommes considérés comme « en âge de combattre » (19 à 60 ans) ont été approuvées.

MSF s'efforce de faciliter les évacuations médicales en examinant les dossiers des patients, en assurant la coordination et le plaidoyer auprès des différents pays et de l'OMS. Au début du mois d'octobre 2024, MSF a compilé 89 dossiers de patients, en majorité des blessés de guerre nécessitant une chirurgie orthopédique et des patients en oncologie. Treize patients, tous des enfants, ont été évacués : 10 vers la Jordanie directement par MSF, où ils ont été admis dans le programme de chirurgie reconstructrice de MSF à Amman, et trois vers les Émirats arabes unis grâce à la coordination de l'OMS.

32 Palestine : impact du conflit sur la santé mentale et les besoins de soutien psychosocial à Gaza | ACAPS - septembre 2024 - [Disponible ici](#)

33 15 ans de blocus et de santé à Gaza | OMS, juillet 2022 - [Disponible ici](#)

34 Bulletin sur la situation humanitaire #217 | Bande de Gaza | OCHA - 13 septembre 2024 - [Disponible ici](#)

35 Tableau de bord de la santé dans les Territoires palestiniens occupés | OMS - [Disponible ici](#)

Plusieurs demandes concernant des enfants blessés et leurs accompagnants ont été rejetées par les autorités israéliennes sans justification ni raison apparente.

Dr Hani Isleem, coordinateur de projet MSF pour les évacuations médicales à Gaza (Amman) - 10 septembre 2024

« Sur les huit cas pour lesquels nous avons demandé une évacuation médicale en août, seuls trois ont été approuvés par les autorités israéliennes. Peut-être se méfient-elles des adultes, mais cette méfiance ne peut expliquer le refus d'évacuer des enfants. »

Karam, 17 ans, et son père Ziad

« Le 14 février 2024, une frappe aérienne israélienne a détruit la maison de Karam à Gaza, tuant tous les membres de sa famille à l'exception de sa sœur Ghina, âgée de sept ans, et de son père, Ziyad. Karam a été grièvement blessé, avec des brûlures sur tout le visage et le corps.

« Je suis arrivé aux urgences et il y avait des corps partout sur le sol », raconte Ziyad. J'ai trouvé ma fille, Ghina, brûlée au premier degré sur le visage, les épaules et le dos. Lorsque Karam a été amené aux urgences, je ne l'ai pas reconnu : il n'avait pas de traits humains. Il n'avait plus de vêtements. Son corps était complètement noir. Ses yeux étaient fermés. »

Après avoir stabilisé Karam, MSF et le personnel du ministère de la Santé de l'hôpital Al-Aqsa ont effectué six interventions de chirurgie plastique



sur son corps gravement brûlé. Pendant sept jours, il est resté dans le coma. Il a ensuite été évacué vers l'hôpital émirati d'Al-Arish, en Égypte, puis transporté par avion vers l'hôpital de chirurgie reconstructrice de MSF à Amman, où il bénéficie d'une rééducation complète avec sa sœur.

Cinq mois après l'attaque catastrophique de sa maison, Karam marche à nouveau, il est capable de bouger son bras gauche et son œil gauche se rouvre lentement : une guérison quasi miraculeuse si l'on considère que le personnel médical de l'hôpital Al-Aqsa l'avait d'abord cru mort. »

Les autorités israéliennes doivent faciliter les évacuations médicales pour tous les patients qui ont besoin de soins indisponibles à Gaza. Ils doivent pouvoir voyager avec au moins un accompagnant et leur droit à un retour sûr, volontaire et digne ne doit pas être remis en cause.

II. LE DÉPLACEMENT FORCÉ D'UNE POPULATION VULNÉRABLE



A. Les ordres d'évacuation, une arme de plus dans la guerre menée par Israël

Depuis le début de la guerre, les ordres d'évacuation constituent un élément clé de la stratégie des forces armées israéliennes contre les Palestiniens de Gaza. Les premiers ordres ont été émis le 13 octobre 2023, obligeant 1,1 million de personnes à se déplacer vers le sud en quelques heures, ce qui a entraîné un exode massif du nord de Gaza vers le centre et le sud de la bande.³⁶

Il s'agissait du premier ordre d'évacuation d'une longue série de ce qu'il conviendrait plutôt d'appeler des ordres de déplacement forcé : visant souvent des centaines de milliers de personnes à la fois, ces ordres ne

laissent guère de temps ou d'options pour se déplacer en toute sécurité. Ils ne fournissent ni itinéraire sûr, ni destination viable. Ceux qui parviennent à se rendre quelque part finissent par s'entasser dans des zones surpeuplées et invivables, manquant de produits de première nécessité, notamment de nourriture et d'eau, et attendant la prochaine vague d'ordres d'évacuation pour fuir à nouveau. Les civils reçoivent l'ordre de se rendre dans des zones désignées comme « sûres » par l'armée israélienne, avant d'être frappées par des raids aériens meurtriers une fois qu'ils s'y sont réfugiés : beaucoup sont morts simplement pour avoir cherché à s'abriter exactement là où on leur avait dit de le faire. C'est ce qui est arrivé le 10 septembre 2024, lorsque des frappes aériennes israéliennes ont touché un camp de fortune accueillant des milliers de personnes déplacées à Al-Mawasi, une zone qualifiée de « zone humanitaire » par les forces israéliennes. Les personnes hébergées dans ce camp avaient été contraintes de quitter les quartiers est de Khan Younés et de Rafah.³⁷

³⁶ Alors que les ordres d'évacuation expirent dans le nord de Gaza, MSF appelle à la protection des civils | MSF - 14 octobre 2023 - [Disponible ici](#)

³⁷ Bulletin sur la situation humanitaire #217 | Bande de Gaza | OCHA - 13 septembre 2024 - [Disponible ici](#)

Ces ordres d'évacuation sont fondés sur le mensonge de l'existence de « zones sûres ». Ceux qui tentent de fuir se retrouvent souvent pris au piège des combats et des bombardements, voire pris pour cible lors de leurs déplacements, sans qu'aucune distinction ne soit faite entre civils et combattants. Loin de protéger les civils, ces ordres constituent un système de déplacement forcé et répété, qui ne fait qu'ajouter aux souffrances physiques et psychologiques de la population de Gaza.

Une patiente, 33 ans - 23 septembre 2024

« Il y a deux mois, nous nous trouvions dans ce que nous pensions être une zone sûre. Mais sans avertissement, les chars ont commencé à tirer des obus. [...] J'ai attrapé mon mari et mon fils, je les ai fait marcher devant moi en tendant les bras pour les protéger. Un obus est tombé entre eux deux, devant moi. Nous étions sur des terres agricoles, pleines de cabanes en feuilles de palmier. Les cabanes ont pris feu. Les gens qui vivaient là n'étaient liés à aucun parti ou faction.

Après l'explosion, j'ai crié à l'aide. L'un des voisins est sorti et a vu mon fils avec la jambe coupée et s'est mis à gémir. Je me suis tournée vers mon mari, Ahmed, dont l'état semblait meilleur que celui de notre fils. Je lui ai dit : «Ahmed, attends... La blessure de Hamoud est plus grave. Je vais le voir, je reviendrai vers toi.» Mon mari souffrait, mais il a acquiescé. Un voisin a emmené mon fils à vélo et a trouvé une ambulance sur le chemin, je suis donc retournée voir mon mari mais je n'ai trouvé personne pour l'emmener. J'ai vu passer un camion-citerne et j'ai supplié le chauffeur : «S'il vous plaît, emmenez mon mari à l'hôpital. Je vous donnerai tout ce que vous voulez.»

Une fois que j'ai eu la certitude que mon mari et mon fils étaient transférés à l'hôpital, j'ai regardé autour de moi et j'ai vu une petite fille dont la tête avait été coupée. J'ai rassemblé sa dépouille. J'ai également trouvé un homme qui n'avait plus de pouls, j'ai couvert son visage avec sa chemise. Je suis arrivée à l'hôpital, sentant au fond de moi que j'étais sur le point de perdre mon fils. Je suis venue lui dire au revoir. J'ai demandé des nouvelles de mon fils et on m'a dit qu'il allait bien, qu'il était même stable. Je me suis sentie soulagée et j'ai remercié Dieu. Puis on m'a dit que mon mari était décédé. Je suis retombée en état de choc, je m'en voulais d'avoir privilégié mon fils à son père.

Quand je suis arrivée, je les ai trouvés tous les deux, côte à côte dans la salle d'urgence. Mon fils les a vus couvrir les yeux de son père et a demandé : «Maman, pourquoi couvrent-ils les yeux de Baba ?».

Il a suffi de cinq minutes pour que tout notre monde bascule [...].

L'os de mon fils est abîmé au niveau des articulations sous le bassin. Les soins qu'il a reçus ici ont sauvé sa jambe droite [...]. Mon fils avait des crises de panique dès qu'il pensait à ce qui s'était passé, et quand il me voyait pleurer, il ne parlait plus. Il n'a pas parlé pendant dix jours. »

Ces ordres de déplacement sont totalement imprévisibles, souvent transmis par téléphone sur un territoire en proie à de fréquents problèmes de connexion et aux coupures d'électricité. Ils sont souvent émis quelques heures seulement avant une attaque, ou même après qu'elle a déjà commencé. Les ordres d'évacuation se succèdent parfois pour des relocalisations de courte durée. La plupart des gens sont obligés de tout laisser derrière eux à chaque déplacement, car ils n'ont ni le temps de rassembler leurs affaires ni la possibilité de les mettre en lieu sûr. Les gens vivent dans un état constant d'hypervigilance, toujours prêts à fuir vers un lieu inconnu.

Au cours du seul mois d'août 2024, 16 ordres de déplacement ont été émis, affectant environ 12 % de la population (258 000 personnes). Entre le 19 et le 24 août, pas moins de cinq ordres ont été émis en moins d'une semaine³⁸.

Au début du mois d'octobre 2024, plus de 86 % de la bande de Gaza était concerné par au moins 40 ordres d'évacuation non révoqués, émis au cours de la seule année 2024. Des centaines de milliers de familles continuent d'être contraintes de se déplacer dans une zone d'environ 47 kilomètres carrés³⁹ (environ 13 % de la superficie totale de Gaza), devenue surpeuplée et manquant cruellement d'infrastructures et de services essentiels.⁴⁰ À ce jour, 1,9 million de personnes, soit 90 % de la population de Gaza, ont été déplacées depuis le début des hostilités.⁴¹

Une enquête de MSF indique que nos collègues ont été déplacés cinq fois en moyenne entre le début de la guerre et la fin du mois de juillet 2024. La plupart de leurs maisons ont été endommagées ou détruites ; dans de rares cas, ils ne disposent d'aucune information.⁴²

38 Bulletin sur la situation humanitaire #209 | Bande de Gaza | OCHA - 26 août 2024 - [reDisponible ici](#)

39 Surface de la zone au 30 août 2024

40 Bulletin sur la situation humanitaire #211 | Bande de Gaza | OCHA - 30 août 2024 - [Disponible ici](#)

41 Bulletin sur la situation humanitaire – Bande de Gaza | OCHA - 12 août 2024 - [Disponible ici](#)

42 Enquête interne de MSF menée de fin juin à fin juillet. 217 membres du personnel de MSF ont été interrogés.

Jacob Granger, coordinateur de projet de MSF -
21 août 2024

« Le déplacement forcé et répété des populations est inhumain. Les gens n'ont plus de biens, ils n'ont nulle part où aller. Il n'y a pas de place pour monter des tentes. »

Un patient, 57 ans - 24 septembre 2024

« Ma femme, ma famille et moi-même sommes allés nous réfugier dans une école et avons dormi dans une des salles de classe. L'artillerie tirait sur la cour de l'école et je n'ai pas eu le temps de m'échapper de la salle de classe. Ma jambe a été coupée. Ils m'ont emmené à l'hôpital Kamal Adwan et m'ont laissé sur le sol. J'avais perdu beaucoup de sang, j'avais été opéré et on m'avait fait un pansement, mais l'odeur de ma jambe était insupportable.

Ensuite, la Croix-Rouge a organisé mon transfert du nord de Wadi Gaza à l'hôpital Nasser, au sud. Ils ont examiné ma jambe et m'ont donné 10 unités de sang avant une autre opération. Ils ont continué à amputer des parties de ma jambe jusqu'à ce que l'odeur disparaisse. Ils ont fini par m'amputer au-dessus du genou.

Je suis resté à l'hôpital Nasser pendant sept mois. Lorsque la zone proche de l'hôpital a été attaquée, j'ai été transféré à Rafah, puis je suis retourné à Nasser quelques mois plus tard. Les infirmiers m'ont conseillé de retourner à Nasser pour de la physiothérapie, car même si ma jambe est amputée, je la sens encore. Maintenant, je viens ici deux fois par semaine, le samedi et le mardi, pour des séances de massage. Aujourd'hui, nous avons une réunion au cours de laquelle on doit m'expliquer les prothèses et les techniques de massage. Ils m'apprennent également à faire des exercices par moi-même. »

Effacer toute vie palestinienne dans le nord

Au début du mois d'octobre 2024, les forces israéliennes ont lancé un nouvel assaut dévastateur dans la zone comprenant les districts de Beit Lahia, Beit Hanoun et le camp de Jabaliya dans le gouvernorat de Gaza-Nord. L'attaque se poursuit depuis plus d'un mois : la zone visée par des bombardements massifs incessants est soumise à un siège qui prive les habitants de nourriture, d'eau et d'aide humanitaire, les obligeant à lutter pour leur survie. Les trois principales structures de santé (les hôpitaux indonésien, Kamal Adwan et Al-Awda) ont été placées sous ordre d'évacuation, alors que les centaines de patients qui y sont hospitalisés n'ont nulle part où aller.

Une nouvelle vague d'ordres de déplacement a enjoint la population à se déplacer vers le sud en direction d'Al-Mawasi, mais beaucoup en ont été empêchés par les combats en cours. Les gens ont donc été contraints de faire un choix impossible : être de nouveau déplacés de force, se faire tuer en cherchant à fuir, ou mourir assiégés à domicile, sous les bombes ou à cause de la faim. Ceux qui ont choisi de partir ont été soumis à des contrôles par l'armée israélienne et, dans certains cas, détenus arbitrairement. C'est le cas d'un chirurgien de MSF qui a été arrêté par les forces israéliennes le 26 octobre et qui est toujours détenu à l'heure où nous publions ce rapport. De toute évidence, la zone est en train d'être vidée de toute vie palestinienne.

Les autorités israéliennes doivent fournir des garanties solides et effectives en matière de protection des civils. De nombreuses personnes n'ont plus rien, aucune trace de leur communauté telle qu'elle existait avant la guerre, et veulent pourtant rester ou retourner chez elles. Elles doivent être autorisées à le faire avec de réelles garanties de sécurité.

B. Les blocages de l'aide humanitaire

Depuis le début de la guerre, Israël a eu pour politique de réduire au strict minimum l'approvisionnement de la bande de Gaza en nourriture, en eau, en fournitures médicales et biens de première nécessité, infligeant ainsi une punition collective à la population.

Les restrictions majeures imposées à l'aide humanitaire pour Gaza ne sont pas nouvelles : lorsque la guerre a commencé, ce petit territoire était soumis à un blocus israélien depuis plus de 17 ans. Les Nations unies ont estimé que la population dépendait déjà à 80 % de l'approvisionnement et de l'aide extérieurs avant la guerre.⁴³

Depuis le 7 octobre 2023, le blocus s'est transformé en siège. Israël a interdit l'importation ou le transit à travers son territoire de marchandises vers Gaza, bloquant presque toutes les voies d'approvisionnement du jour au lendemain.

En raison des obstacles majeurs rencontrés, de nombreuses organisations humanitaires, dont MSF, **ont exploré d'autres voies d'acheminement** en dépit de

⁴³ Rapport de l'ONU : 80% des habitants de Gaza dépendaient de l'aide internationale avant la guerre | The Guardian, octobre 2023 - [Disponible ici](#)

leur gestion coûteuse et complexe, en commençant par l'Égypte. Cette option présentait cependant des écueils importants : les marchandises entrant par Rafah, à la frontière avec l'Égypte, ne pouvaient pas atteindre les personnes piégées dans le nord, toutes les entrées situées au nord et au centre de Gaza étant fermées. Par ailleurs, tout mouvement par ce point de passage nécessitait encore l'approbation des autorités israéliennes, les fermetures temporaires et imprévisibles de la frontière étaient fréquentes, créant un goulot d'étranglement, avec plus de 1 400 camions en attente. Ce système extrêmement restrictif a été rendu plus complexe encore par l'offensive israélienne sur Rafah au début du mois de mai 2024, au cours de laquelle les forces israéliennes se sont emparées du point de passage de Rafah et l'ont fermé, interrompant ainsi les livraisons essentielles et vitales à destination de Gaza. Le poste frontière de Kerem Shalom a alors été utilisé à la fin du mois de mai 2024 comme itinéraire alternatif pour les cargaisons d'origine égyptienne. Toutefois, ce passage a été soumis à des restrictions et des défis similaires, en particulier lorsque la zone a été touchée par les combats.

En février 2024, MSF a commencé à utiliser le corridor jordanien comme option supplémentaire. Cet itinéraire a également été limité par des contraintes importantes, notamment de longs délais de dédouanement pour les fournitures médicales - jusqu'à quatre mois dans le cadre du mécanisme d'importation israélien - et des transferts de cargaison obligatoires entre camions jordaniens et israéliens, les camions jordaniens n'étant pas autorisés en Israël.

Après la fermeture de la frontière israélo-égyptienne en mai 2024, un itinéraire alternatif passant par Israël a été ouvert. Cette option permettait d'importer ou de faire transiter des marchandises par le territoire israélien, mais comportait, elle aussi, des limitations importantes : des procédures de dédouanement longues, des exigences complexes et fastidieuses en matière de documentation pour chaque article, et aucun stockage autorisé pour le fret international en transit.

Toutes ces options alternatives ne permettent pas de résoudre les trois principaux points de blocages :

- Israël impose des restrictions strictes sur les prétendus « biens à double usage », c'est-à-dire susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire. Ces biens vont des générateurs, scalpels et ciseaux aux autoclaves et concentrateurs d'oxygène. Ces restrictions retardent considérablement la livraison de fournitures médicales essentielles aux activités de MSF et impose de lourdes contraintes,

telles que la limitation des générateurs à 20 KVA. Une situation rendue encore plus complexe par le fait qu'Israël modifie constamment et de manière imprévisible sa liste des biens dits « à double usage ».

Les organisations humanitaires doivent s'acquitter de formalités minutieuses pour chaque article, même quand celui-ci a déjà été approuvé. Pour chaque commande, elles doivent effectuer une demande d'autorisation spécifique aux autorités israéliennes, en fournissant une photo, une fiche technique, indiquer l'usage prévu et la localisation GPS du lieu où l'article sera utilisé. Même avec une autorisation, des articles peuvent être bloqués. Par exemple, cinq autoclaves (utilisés pour stériliser les instruments médicaux) sont toujours bloqués en Égypte à l'heure où nous publions ce rapport. Par ailleurs, le rejet d'un seul article au point de passage de Kerem Shalom peut entraîner le rejet de l'ensemble de la cargaison.

MSF a été empêchée d'augmenter ses approvisionnements en eau ainsi que ses services d'assainissement et attend toujours l'autorisation des autorités israéliennes d'importer du matériel pour les unités de désalinisation et les générateurs. MSF a dû attendre cinq mois pour obtenir l'autorisation d'importer des articles essentiels tels que des réfrigérateurs et des congélateurs pour conserver des produits médicaux vitaux.

- La contrebande de tabac et d'autres produits illicites dans les camions entrant dans la bande de Gaza donne lieu à des fouilles fréquentes qui endommagent les cargaisons et entraînent des retards considérables. Si des palettes sont trop endommagées à l'arrivée à Kerem Shalom, les camions peuvent être rejetés et renvoyés à Al-Arish (Égypte), où tout le processus doit être répété. L'une des cargaisons de MSF a été rejetée huit fois pour cette raison avant d'arriver enfin à Gaza, en mauvais état.
- Les conditions imposées par les autorités israéliennes, à savoir l'utilisation exclusive de camions à plateau ouverts entraînent des dommages importants en raison de l'exposition des biens à la chaleur pendant les longues périodes d'attente et limitent considérablement la possibilité d'envoyer des articles nécessitant une chaîne du froid.

Lorsque les marchandises entrent enfin dans la bande de Gaza après ces procédures fastidieuses, elles sont encore loin de parvenir aux personnes qui en ont désespérément besoin. La guerre totale menée à Gaza depuis plus d'un an a entraîné un effondrement des capacités de maintien de l'ordre et, par conséquent, même lorsque les camions parviennent à entrer, ils sont désormais systématiquement pillés par des gangs. L'utilisation exclusive de la route de Salah al-Din favorise les pillages (il s'agit du seul itinéraire approuvé par les autorités israéliennes, à l'exception d'un accès minimal à la route situé à proximité de la barrière qui sépare Israël de Gaza). La concentration croissante de la population dans de petites zones complique également le transport des marchandises, en particulier à Khan Younés et Rafah, où les camions peuvent mettre jusqu'à quatre heures pour parcourir un kilomètre. En octobre et novembre 2024, les difficultés d'approvisionnement se sont encore aggravées, avec une baisse brutale du nombre de camions autorisés à entrer dans Gaza, en particulier dans le nord où un siège total a été imposé le 2 octobre par les autorités israéliennes pendant plus de deux semaines. Le 16 novembre 2024, un convoi de l'ONU constitué de 109 camions de denrées alimentaires a été attaqué et pillé, 97 camions ont été perdus et les chauffeurs contraints de décharger l'aide sous la menace d'une arme.⁴⁴ Il est urgent d'établir des itinéraires d'approvisionnement humanitaire sûrs et en coordination avec les belligérants à l'intérieur de Gaza, afin de garantir que l'aide soit acheminée là où elle est nécessaire.

Au cours de la première année de guerre, MSF est parvenue à acheminer environ 750 tonnes de matériel, soit près de 4 000 mètres cubes. Ces cargaisons comprenaient deux hôpitaux de campagne entièrement équipés. Cela reste largement insuffisant par rapport à l'ampleur des besoins. En raison du manque de matériel, les équipes de MSF ont été contraintes d'adapter les protocoles médicaux, en changeant par exemple les pansements moins souvent, ce qui expose les patients à des risques d'infection plus élevés. Elles n'ont pas non plus été en mesure d'assurer une prise en charge adéquate de la douleur en raison du manque d'analgésiques.

MSF a été contrainte de limiter considérablement le déploiement de ses activités en raison des restrictions, des blocages et des délais considérables qui empêchent la population de Gaza d'accéder aux soins, à l'eau et aux services d'assainissement.

Les autorités israéliennes, en tant que puissance occupante, doivent garantir une aide humanitaire rapide, sans entrave, sûre, et à un niveau suffisant pour répondre aux besoins de la population. Elles doivent mettre fin au siège de Gaza et ouvrir de toute urgence les frontières terrestres, y compris le point de passage de Rafah, afin d'augmenter massivement l'aide humanitaire et médicale. MSF appelle également les parties au conflit à garantir l'existence de routes sûres pour l'acheminement de l'aide humanitaire à l'intérieur de la bande de Gaza, afin que celle-ci puisse atteindre celles et ceux qui en ont besoin.

C. Une population réduite à survivre dans des conditions indignes

Les ordres de déplacement et le blocage de l'aide humanitaire imposent des conditions de vie insupportables aux habitants de Gaza. Israël a transformé l'enclave en un champ de ruines insalubres. Dans certaines zones, la surpopulation atteint une densité de 30 000 à 34 000 personnes par kilomètre carré et la pénurie de ressources essentielles ne fait qu'aggraver la situation⁴⁵. Ces conditions sont non seulement contraires à toute forme de dignité humaine, mais elles favorisent également la propagation de maladies.

Lisa Macheiner, coordinatrice de projet MSF à Gaza - 27 février 2024

« L'absence criante d'espace humanitaire et le manque de ressources dont nous sommes témoins à Gaza sont vraiment horribles. Si les gens ne sont pas tués par les bombes, ils souffrent de privation de nourriture et d'eau et meurent par manque de soins médicaux. »

44 Bulletin sur la situation humanitaire #239 | Bande de Gaza | OCHA - 19 novembre 2024 - [Disponible ici](#)

45 Bulletin sur la situation humanitaire #211 | Bande de Gaza | OCHA - 30 août 2024 - [Disponible ici](#)

1. Une population privée d'eau, submergée par les déchets

Dans un rapport publié en juillet 2024 sur l'utilisation par Israël de l'eau comme arme de guerre⁴⁶, Oxfam a déclaré que depuis le début de l'offensive israélienne, les habitants de Gaza ne disposent plus que de 4,74 litres par personne et par jour pour tous les usages, à savoir boire, cuisiner et se laver. Cela représente une réduction de 94 % par rapport à ce qu'ils avaient auparavant et moins d'un tiers de la norme minimale internationalement reconnue dans les situations d'urgence de 15 litres par personne et par jour. La mauvaise qualité du peu d'eau disponible est également inquiétante. Cette situation résulte à la fois de la destruction quasi-totale des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Gaza et des restrictions exercées par les forces israéliennes sur tout ce qui entre à Gaza, y compris l'eau. Au cours de la première année de guerre, MSF a distribué de l'eau potable à 25 000 personnes par jour et fourni 624 000 litres d'eau dessalée dans la bande de Gaza.

Les pénuries ont fait flamber le prix des rares produits d'hygiène disponibles. Selon le Bureau central palestinien des statistiques, en juillet 2024, le prix du shampoing avait augmenté de 490 % dans tout le territoire par rapport à juillet 2023, atteignant un prix de 10 dollars américains pour 75 g.

Un rapport publié en juillet 2024 par l'organisation néerlandaise pour la paix PAX⁴⁷, a mis en évidence les risques sanitaires croissants liés à l'exposition aux déchets à Gaza en raison de l'effondrement total du système de gestion des déchets, qui a été déclaré par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)⁴⁸, et du blocage de l'accès aux décharges par les forces israéliennes. Les effets cumulés du manque d'eau potable, du mauvais état des services d'assainissement, du coût et de la rareté des produits d'hygiène et de l'effondrement du système de gestion des déchets augmentent considérablement les risques sanitaires, en particulier à l'approche de l'hiver.⁴⁹

Une patiente, 31 ans - 17 septembre 2024

« Pour l'eau non potable, nous utilisons l'eau de mer : la lessive, la vaisselle, le bain et autres. Elle est extrêmement salée, mais quelle alternative avons-nous ? L'eau potable est également un problème. L'eau n'est pas bonne. Elle n'est pas traitée correctement et n'est pas apte à la consommation. »

La tente dans laquelle je loge n'est pas adaptée à la pluie. Nous avons des couvertures sur les côtés de la tente et une bâche en plastique sur le dessus. Que ferons-nous lorsque nous aurons besoin des couvertures pour nous réchauffer quand il fera vraiment froid ? »

Une patiente, 36 ans - 16 septembre 2024

« Nous vivons dans des tentes et, à l'approche de l'hiver, les conditions s'aggravent. Nos tentes sont entassées les unes sur les autres. Recevoir de l'eau non potable est humiliant – de plus, elle est payante. Pour l'obtenir gratuitement, nous devons attendre sous le soleil pendant trois heures. L'eau potable est mieux [gérée], une organisation nous donne des cartes pour remplir de l'eau tous les deux jours, mais elle n'est pas bien traitée, elle a mauvais goût. Nous n'avons pas de réservoir d'eau, nous devons donc remplir des petits barils tous les jours. Les jours où il n'y a pas de distribution gratuite, nous devons acheter de l'eau. Il n'y a pas d'endroit où nous pouvons aller nous approvisionner à la fois en eau potable et non potable. »

Un patient, 45 ans - 24 septembre 2024

« En tant que patients encore en convalescence, et comme beaucoup d'autres, nous avons besoin de produits d'hygiène, qui sont souvent indisponibles à l'achat, et lorsqu'ils le sont, ils sont inabornables. Les produits pour se laver sont tout aussi essentiels que les traitements médicaux. Un patient subit une intervention chirurgicale et sort de l'hôpital, mais revient avec une infection parce que la tente dans laquelle il a été placé n'est pas adaptée à la vie humaine. Les gens ont cessé de se laver parce qu'ils n'ont pas de shampoing. »

⁴⁶ Crimes de guerre liés à l'eau : Comment Israël a utilisé l'eau comme une arme de guerre dans sa campagne militaire à Gaza | Rapport d'Oxfam - Juillet 2024 - [Disponible ici](#)

⁴⁷ Guerre et déchets à Gaza | PAX pour la paix - Juillet 2024 - [Disponible ici](#)

⁴⁸ Réponse d'urgence du PNUD/PAPP à la gestion des déchets solides | Programme des Nations unies pour le développement – 29 juillet 2024 - [Disponible ici](#)

⁴⁹ Bulletin sur la situation humanitaire #214 | Bande de Gaza | OCHA - 6 septembre 2024 - [Disponible ici](#)

2. Propagation de maladies en raison des conditions de vie insalubres et de l'effondrement des services de soins primaires

En plus de provoquer un flot continu de blessures traumatiques, la guerre expose aussi les habitants de Gaza à un risque considérablement accru de contracter des maladies, en déplaçant 90 % de la population et en obligeant des centaines de milliers de personnes à survivre entassés sur 47 kilomètres carrés, sans accès à des installations sanitaires adéquates ni à de l'eau propre. La propagation des maladies est encore aggravée par l'effondrement des services de santé primaire causé par le blocage de l'aide et le manque de personnel médical.

Les mauvaises conditions d'hygiène, le manque d'eau potable, de savon, l'exposition au soleil et à la poussière favorisent le développement de maladies cutanées comme la gale, les poux, les éruptions cutanées mais aussi des surinfections bactériennes qui s'ajoutent généralement à d'autres maladies cutanées. Les patients souffrant de ce type de pathologies représentent près d'un quart des cas rencontrés au cours des derniers mois par le personnel de MSF travaillant dans les centres de santé primaire à Gaza. La mauvaise qualité de l'air due à la poussière, aux décombres et aux polluants contribue à un nombre élevé d'infections respiratoires aiguës (18 % des patients). Il est probable que des pathologies sous-jacentes comme l'asthme soient aggravées par les polluants et causent des infections supplémentaires. De plus, la surpopulation dans les camps de fortune accélère la propagation des maladies infectieuses cutanées et la circulation des virus à l'origine des infections respiratoires. Les problèmes liés à l'eau et à l'assainissement, notamment le manque de latrines et l'accès limité à l'eau potable et au savon, favorisent la propagation des maladies diarrhéiques au sein de la population déplacée, une situation qui doit être surveillée étant donné le risque avéré d'épidémies encore plus graves. La poliomyélite est également réapparue, 25 ans après que les derniers cas ont été détectés à Gaza. Les équipes de MSF ont apporté un soutien logistique à la campagne de vaccination menée conjointement par le ministère de la Santé et les Nations unies dans cinq centres de santé de Deir el-Balah, dans le centre de Gaza, et Khan Younès, dans le sud.

Shereen, une Gazaouie qui a trouvé refuge dans une école de Rafah - 30 avril 2024

« Nous sommes une trentaine à vivre dans une salle de classe. Il n'y a pas d'intimité. Chaque famille dispose de quelques mètres carrés et l'espace est cloisonné par des rideaux de fortune. Nous n'avons pas accès à l'eau potable et la nourriture est rare. Il est très difficile de se laver et il fait froid. Lorsque nous sommes arrivés ici, nous avons dormi à même le sol pendant trois mois avant de recevoir des couvertures, données par des associations humanitaires. Les enfants sont tout le temps malades. Ils ont la diarrhée, le rhume, la grippe ou d'autres maladies. »

Une patiente, 25 ans - 16 septembre 2024

« Ma fille a des grosseurs sur les mains. Elle tousse et pleure la nuit, et sa toux s'aggrave avec le froid, ce qui la fait paniquer. Depuis sa naissance, elle a des problèmes cardiaques et son palais est ouvert, elle a donc besoin de deux opérations. Elle souffre également d'affections cutanées causées par l'air marin auquel nous sommes exposés et par les insectes qui nous entourent. Elle est soignée, mais ses problèmes reviennent sans cesse. Elle a de la fièvre, se déshydrate et ne peut pas dormir la nuit. Elle n'arrête pas de crier et on a l'impression qu'elle est sur le point de perdre sa voix à force de crier. Il y a deux nuits, nous avons dû appeler une ambulance. »

Une patiente, 46 ans - 17 septembre 2024

« Je suis venue ici avec mon fils et ma fille. Elle a des furoncles sur le cuir chevelu et lui a une sorte de maladie de la peau sur la jambe. Mes cheveux étaient autrefois si épais. Je ne sais pas pourquoi ils sont si fins maintenant. Des zones de calvitie sont apparues sur mon crâne. Nous avons aussi des poux, des vers dans les selles à cause de l'eau contaminée, et nos selles ont noirci à cause du soleil. Nous avons besoin d'un traitement pour la pigmentation qui se produit sur nos visages à force de rester dans des tentes au soleil et à l'air libre. Le visage de ma fille a changé de couleur. »

3. La malnutrition favorisée par la pénurie de nourriture et la flambée des prix

Avant octobre 2023, la malnutrition était très limitée dans la bande de Gaza, avec seulement quelques cas de malnutrition chronique et de carence en micronutriments. Quelques mois après le début de la guerre, les équipes de MSF ont commencé à observer une augmentation régulière des cas de malnutrition⁵⁰. MSF examine uniquement les patients qui se présentent dans les centres de santé qu'elle soutient, soit une infime partie de la population totale. De plus, MSF n'a obtenu qu'un accès très limité au nord de la bande de Gaza, où il semble que la situation soit la plus critique.

Avec la flambée des prix des denrées alimentaires qui a contraint la population à adopter des mécanismes d'adaptation, tels que la réduction du nombre de repas quotidiens, la situation risque de s'aggraver.

En raison de l'insécurité généralisée et de l'absence de mesures de déconfliction appropriées, il est impossible de procéder à un dépistage complet de la malnutrition à Gaza. Le personnel médical ne peut quitter les structures de santé pour mener des évaluations, de sorte que les données reflètent uniquement ce que les équipes de MSF observent chez les patients qui parviennent à atteindre les établissements où l'association travaille. Cela ne représente que la partie émergée de l'iceberg.

Dr. Amber Alayyan, Responsable médicale des activités en Palestine de MSF - 19 mars 2024

« Pour déterminer la prévalence de la malnutrition dans la bande de Gaza, il faut avoir accès à la population pour pouvoir mener des enquêtes. Ce que nous avons pu faire, c'est extrapoler [le nombre de cas de malnutrition] à partir des quelques patients que nous avons reçus dans nos cliniques. Nous ne pouvons pas accéder à toute une catégorie d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes [dans le nord], qui sont les plus vulnérables, et dont nous savons qu'ils n'ont pas accès à la nourriture, ou alors à un prix exorbitant.

Deux groupes sont particulièrement vulnérables. Le premier, ce sont les femmes enceintes et celles qui allaitent. Celles qui souffraient déjà d'anémie à cause d'une carence en fer avant la guerre sont exposées à un risque d'hémorragie

⁵⁰ De février 2024 (semaine 8) à septembre 2024 (semaine 39), parmi les enfants dépistés dans les structures de santé ambulatoires soutenues par MSF, le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et sévère est passé de 3,9 à 10,7 % et de 1,1 à 3,3 %, respectivement.

pendant l'accouchement. Avec la guerre, elles sont en état de sous-alimentation ou potentiellement de malnutrition, et ne peuvent donc pas allaiter correctement. La montée de lait ne se produit pas ou en quantité insuffisante. L'autre groupe [vulnérable] est celui des enfants de moins de deux ans, qui sont en âge d'être allaités.

Les femmes pressent des dattes dans des mouchoirs ou des bouts de tissus et nourrissent leurs enfants avec cette substance sucrée. A long terme, cela a pour conséquence un déficit de lien entre la mère et l'enfant ainsi que des retards dans le développement physique et psychologique de ces enfants. A l'avenir, pour ceux qui parviendront à survivre et grandir, cela signifie un risque accru d'hypertension artérielle, de diabète et d'autres complications. »

Dans le nord, la distribution de nourriture a été suspendue en juillet et en août en raison des ordres d'évacuation de la zone.⁵¹ En août 2024, plus d'un million de personnes ont été privées d'aide alimentaire dans le sud et le centre de la bande de Gaza.

En juillet 2024, la quantité d'aide alimentaire autorisée à entrer dans le sud de Gaza a été l'une des plus faibles depuis octobre 2023, date à laquelle un siège total a été imposé.⁵² Selon un communiqué de presse conjoint d'un groupe d'organisations non gouvernementales (ONG) publié le 16 septembre 2024, « le siège israélien bloque désormais 83 % de l'aide alimentaire qui parvient à Gaza ». ⁵³ Une évaluation menée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au cours du même mois a révélé que seulement 1 % des enfants du nord de la bande de Gaza et 6 % de ceux du sud avaient reçu la nourriture diversifiée dont ils auraient besoin, la viande, les fruits et légumes, les produits laitiers et les œufs étant parmi les aliments les moins accessibles.⁵⁴ Selon une enquête menée par MSF auprès de son personnel, 90 % des employés de MSF ont déclaré avoir dû réduire leur nombre de repas quotidiens.

Un patient, 57 ans - 24 septembre 2024

« Ma femme sort tous les jours pour trouver de la nourriture pour nos petits-enfants. Le coût de la nourriture n'est pas simplement élevé, il est inaccessible. Un kilo de tomates est si cher que personne ne peut se l'offrir. Dans le nord de Gaza,

⁵¹ Bulletin de situation humanitaire #214 | Bande de Gaza | OCHA - 6 septembre 2024 - [Disponible ici](#)

⁵² Bulletin de situation humanitaire #208 | Bande de Gaza | OCHA - 23 août 2024 - [Disponible ici](#)

⁵³ Le siège israélien bloque désormais 83 % de l'aide alimentaire parvenant à Gaza, selon de nouvelles données | NRC - Communiqué de presse conjoint - 16 septembre 2024 - [Disponible ici](#)

⁵⁴ Bulletin de situation humanitaire #208 | Bande de Gaza | OCHA - 23 août 2024 - [Disponible ici](#)

les gens survivent en mangeant de l'herbe et des plantes sauvages comme le khubeza. »

Une patiente, 55 ans - 29 septembre 2024

« Lorsque nous achetons des fruits maintenant, nous les achetons à l'unité. Le vendredi, nous cuisinons pour tout le monde dans la tente : nous achetons deux poulets et partageons les frais. Quant à la farine, Dieu merci, nous la recevons gratuitement de l'UNRWA. Pour le reste de notre nourriture, nous dépendons des produits en conserve - lentilles, pois chiches, haricots. »

Les autorités israéliennes doivent immédiatement mettre fin au siège de Gaza et autoriser l'entrée et la livraison de quantités suffisantes de nourriture, d'eau, de fournitures médicales et de tout autre article essentiel qui fait cruellement défaut dans la bande de Gaza. Elles doivent de toute urgence mettre en place et coordonner des itinéraires sûrs pour que ces produits parviennent à ceux qui en ont besoin, où qu'ils se trouvent à Gaza, y compris dans les hôpitaux et les structures de santé.

4. Les générations futures déjà traumatisées

Les conséquences psychologiques et psychiatriques de la campagne de mort et de destruction menée par Israël ne peuvent être suffisamment soulignées. L'offensive étant encore dans une phase aiguë, son impact n'est pas encore mesurable, mais il est tout à fait évident que des générations entières seront affectées, y compris les personnes qui sont aujourd'hui trop jeunes pour le réaliser.

Les besoins en matière de santé mentale étaient déjà importants dans la bande de Gaza avant octobre 2023. Des décennies d'occupation et de guerres successives, 16 années de blocus et les revenus limités qu'une économie fortement entravée permettait de gagner pour vivre ont contribué à un taux de dépression qui s'élevait à 70 % des habitants de Gaza selon une enquête menée en 2022⁵⁵, à de troubles de stress post-traumatique et d'autres problèmes de santé mentale.⁵⁶

Depuis octobre 2023, tous les habitants de Gaza

ont vécu un nombre sans précédent d'événements traumatisants, et notamment des violences directes, des déplacements répétés, des conditions de vie indignes et la perte de proches et de leur maison, entraînant une augmentation significative des dépressions, des états d'anxiété et des traumatismes psychiques. Les adultes comme les enfants disent préférer mourir plutôt que de vivre d'autres déplacements, violences et privations. Selon l'UNICEF, la quasi-totalité des 1,2 million d'enfants de Gaza ont besoin d'un soutien psychosocial et en santé mentale.⁵⁷ Des cas de dépression ont été observés chez des enfants de cinq ans, ainsi que des cas d'anxiété, des comportements régressifs et des pensées suicidaires. Les personnes souffrant de pathologies préexistantes ont perdu leur accès à des soins et/ou à un suivi en raison de la réduction drastique des services disponibles. Depuis octobre 2023, quelque 18 300 séances individuelles de santé mentale ont pu être menées par les équipes de MSF et 85 675 personnes ont participé à des séances de groupe.

Entre avril et août 2024, 59 % des patients reçus par les équipes de MSF à Gaza étaient des mineurs, dont les symptômes étaient liés à des traumatismes et à de l'anxiété dans respectivement 20 % et 19 % des cas. Les symptômes des adultes avaient principalement les mêmes origines. Les facteurs de stress étaient en grande partie en lien avec des problèmes de santé, notamment des blessures (de nombreux patients ont bénéficié d'un soutien en santé mentale pendant leur hospitalisation), et avec leurs conditions de vie. Sans surprise, le niveau extrême de violence généralisée causé par la guerre est un facteur de stress majeur, qui entraîne également des tensions au sein des familles et des communautés.

Abbas, réfugié palestinien en Cisjordanie, dont la famille se trouve à Gaza - 29 décembre 2023

« Mon fils de cinq ans m'a demandé l'autre jour : « Papa, pourquoi me laisses-tu mourir de faim ? Les papas des autres enfants sont morts avec eux, alors ne nous laisse pas mourir seuls. » Je ne sais pas quoi lui répondre. J'essaie de trouver des mots réconfortants, mais il me dit : « Ne me mens pas, papa. Viens, maintenant, que nous puissions mourir ensemble. » A cause des bombardements incessants, il est devenu courant à Gaza de faire en sorte que l'on puisse être identifié en cas de décès, en écrivant son nom sur son corps – sur une main, un bras, une jambe ou le cou. Ma femme et trois de mes enfants l'ont fait. Mais elle n'a pas pu le faire sur notre plus jeune enfant. C'était trop douloureux. »

55 Santé mentale en Cisjordanie et à Gaza | Banque mondiale – Novembre 2022 - [Disponible ici](#)

56 Palestine : impact du conflit sur les besoins en matière de santé mentale et de soutien psychosocial à Gaza | ACAPS - Septembre 2024 - [Disponible ici](#)

57 Action humanitaire pour les enfants 2024 - Etat de Palestine (Révision 3) | UNICEF-ReliefWeb - Juin 2024 - [Disponible ici](#)

Une femme, 26 ans - 29 septembre 2024

« Mon père a subi un traumatisme psychologique à cause de ce qui se passe ; il a des hallucinations - des hallucinations anormales, au point qu'il ne reconnaît plus que je suis sa fille. »

Les professionnels de santé sont confrontés à des défis supplémentaires éprouvants : ils doivent fournir une assistance à des milliers de personnes tout en essayant de survivre et de faire face aux conséquences de la guerre sur leur vie personnelle. Certains déclarent vivre constamment dans la peur, le stress et l'anxiété, tout en continuant à soigner les patients. Ils décrivent leur souffrance face à l'arrivée répétée d'un grand nombre de personnes aux membres écrasés et brûlés par les explosions et qui doivent être amputées sans anesthésie suffisante. Ils poursuivent leur travail malgré des pénuries critiques de fournitures médicales. Ils ont dû fuir des hôpitaux visés par des attaques ou des évacuations forcées et ont été confrontés à faire le choix inconcevable d'abandonner des patients pour sauver leur propre vie.

Les équipes de santé mentale de MSF à Gaza ont observé chez les soignants des symptômes liés à l'exposition à un stress psychologique continu et à l'épuisement. Ils souffrent d'anxiété, d'insomnie, de dépression, de pensées intrusives, de stratégies d'évitement, de cauchemars, autant de symptômes qui peuvent accroître le risque d'autres problèmes de santé mentale.

Dr Suliman, employé MSF

« Le bruit des drones est permanent, il ne nous quitte jamais. J'ai cette obligation morale d'aider les gens autour de moi et j'ai cette autre obligation de sauver mes enfants. Nous sommes en vie, mais nous n'allons pas bien. Nous sommes fatigués. Tout le monde ici est dévasté. »

La sécurité est un élément essentiel et fondamental du soutien et des soins psychologiques. Sans sécurité, il est impossible de développer une résilience et des mécanismes d'adaptation. L'absence d'abris ou de lieu sûr à Gaza engendre la crainte constante de subir d'autres violences et de nouveaux déplacements.

Amparo Villasmil, psychologue MSF

« Lorsque nous disons qu'il n'y a pas d'endroit sûr à Gaza aujourd'hui, nous ne parlons pas seulement des bombardements. Il n'y a même pas d'endroit sûr dans l'esprit des gens. Ils vivent dans un état d'alerte permanent. Ils ne peuvent pas dormir, ils pensent qu'à tout moment ils vont mourir, que s'ils s'endorment, ils ne pourront pas réagir rapidement et s'enfuir, ou protéger leur famille. »

Davide Musardo, psychologue MSF à Gaza - 20 juin 2024

« Lors de certaines sessions, nous devons crier pour nous faire entendre, pour couvrir le bruit des drones et des bombes. Et quand il n'y avait pas de combats à l'extérieur, on entendait les cris des enfants à l'hôpital. Des enfants mutilés, brûlés ou sans parents. Des enfants en proie à des crises de panique, parce que la douleur physique déclenche des blessures psychologiques, lorsque la douleur vous rappelle la bombe qui a changé votre vie à jamais. Les enfants plus calmes dessinent des drones et des avions militaires. La guerre est partout dans l'hôpital, l'odeur du sang est insoutenable. C'est ça l'image que je ramène de Gaza.

Je n'ai jamais rien vécu de comparable à ce que j'ai vu à Gaza. Certains traits sont communs à tous les patients que j'ai vus là-bas. Une peau foncée, presque brûlée, parce qu'ils sont exposés au soleil toute la journée. Ils ont perdu du poids parce que la nourriture est rare. Leurs cheveux sont blanchis par le stress de ces mois de guerre. Et ils ont tous ce regard vide qui témoigne de la perte, de la tristesse et de la dépression. Ils ont tout perdu.

«Ce sont les petites choses qui me manquent. Les photos de ma mère décédée il y a des années, la tasse avec laquelle je buvais mon café. Ma routine me manque plus que ma maison détruite», m'a dit un patient. «Je n'ai pas bu un verre d'eau fraîche depuis des mois. C'est quoi cette vie ?», m'a demandé un autre.

Ici, en Italie, nous effaçons de nos téléphones les photos floues ou sans intérêt. À Gaza, les gens effacent les photos des membres de leur famille qui sont morts pendant les bombardements, pensant que le fait de ne plus les voir atténuera leur douleur.

J'ai vu des gens craquer à l'annonce d'un nouvel ordre d'évacuation. Certaines personnes ont changé d'endroit jusqu'à 12 reprises en huit mois. J'ai entendu des gens dire : «Je ne bougerai plus ma tente, autant mourir».

À Gaza, on survit, mais on est constamment exposé à des traumatismes. Tout manque, même l'idée d'un avenir.

Pour les gens, la plus grande angoisse ce n'est pas celle d'aujourd'hui - les bombes, les combats et le deuil - mais celle de l'après. Il y a peu de confiance dans la paix et la reconstruction, et les enfants que j'ai vus à l'hôpital montraient des signes évidents de régression.

Bien que j'aie quitté Gaza, c'est comme si j'y étais encore. J'entends encore les cris des enfants brûlés. Il faut un cessez-le-feu immédiat et durable, sans lequel il sera impossible de guérir les profondes blessures psychologiques. »

5. Un manque de soins pour les femmes enceintes et les enfants

Le système de santé de Gaza ayant été presque entièrement démantelé par les frappes aériennes et les bombardements israéliens, l'accès limité ou retardé aux soins multiplie les risques sanitaires pour les groupes vulnérables tels que les femmes enceintes et les nouveau-nés. Ces risques sont accrus par les déplacements répétés, les abris inadéquats, le manque d'eau potable et d'hygiène de base et l'insécurité alimentaire. Les équipes de MSF ont constaté une nette augmentation des complications telles que les accouchements prématurés, devenus plus fréquents en raison des effets cumulés du stress, d'un mauvais état nutritionnel et du manque de soins médicaux réguliers.

Mercè Rocaspana, conseillère de l'unité d'urgence de MSF

« Les principaux risques pour la santé des femmes enceintes sont les complications liées à la pression artérielle, telles que l'éclampsie, l'hémorragie et la septicémie, qui peuvent être mortelles si elles ne sont pas traitées à temps. »

À l'hôpital Nasser, l'un des rares hôpitaux encore fonctionnels, le personnel de MSF est débordé. Entre le 29 juin et le 5 juillet, le service des urgences pédiatriques a enregistré à lui seul plus de 2 600 consultations, soit plus de 300 enfants par jour. Alors que le nombre d'enfants nécessitant des soins hospitaliers ne cesse d'augmenter, beaucoup sont contraints de partager des lits, poussant les services pédiatriques bien au-delà de leur capacité.

La destruction généralisée des infrastructures a également rendu l'accès aux soins médicaux extrêmement difficile pour les femmes enceintes.

Nombre d'entre elles sont obligées d'emprunter des itinéraires dangereux et de se déplacer dans une zone avec des combats actifs sans moyens de transport sûrs. Les retards causés par ces obstacles augmentent considérablement le risque de complications. Après l'accouchement, de nombreuses femmes quittent les hôpitaux, surpeuplés et manquant de ressources, bien plus tôt que recommandé, souvent dans les heures qui suivent l'accouchement. Elles sont contraintes de retourner dans des conditions de vie qui ne sont pas propices au rétablissement : des abris insalubres et surpeuplés ou des tentes de fortune, où l'accès à l'eau potable, à une alimentation adéquate et à l'hygiène est très limité. Cet environnement difficile, associé à un stress permanent et à un manque de suivi médical, expose les mères et leurs nouveau-nés à des risques importants. La période immédiatement après la naissance, cruciale pour le suivi des complications potentielles, devient particulièrement dangereuse car les femmes sont livrées à elles-mêmes et doivent s'occuper de leurs enfants dans des conditions qui augmentent leur vulnérabilité.

Rita Botelho da Costa, responsable des soins de maternité pour MSF - 29 janvier 2024

« Le système de santé est débordé et les mères sont obligées de quitter l'hôpital quelques heures seulement après avoir accouché. Les 24 heures qui suivent l'accouchement sont les plus risquées en termes de complications, et comme ces femmes vivent dans des conditions désastreuses, il est important de les garder à l'hôpital le plus longtemps possible. »

III. L'AVENIR DE GAZA DÉTRUIT



Même si l'assaut brutal d'Israël prenait fin aujourd'hui, l'impact à long terme d'un tel carnage et d'une telle destruction serait impossible à quantifier. Qu'il s'agisse de la reconstruction matérielle des infrastructures, du suivi d'une cohorte immense de blessés de guerre, du rétablissement des soins pour les maladies chroniques ou de la prise en charge des souffrances psychologiques de nombreuses générations, le défi sera inouï, en particulier pour un si petit territoire, soumis à un blocus et densément peuplé.

La reconstruction de Gaza sera une tâche monumentale compte tenu de l'ampleur sans précédent des destructions. Selon les Nations unies, environ 66 % de l'ensemble des structures de la bande de Gaza sont endommagées⁵⁸ et plus de 42 millions de tonnes de gravats⁵⁹ devront être déblayées et déminées.

Il faudra jusqu'à 15 ans pour déblayer les décombres et 80 ans pour reconstruire les habitations.

Une étude menée en 2004 a révélé que pendant les guerres civiles, les enfants, en particulier ceux âgés de moins de 5 ans, peuvent perdre jusqu'à 15 ans d'espérance de vie en bonne santé,⁶⁰ en raison des décès précoces et des handicaps à long terme causés par la violence, la maladie et la malnutrition. Dans les zones de guerre comme Gaza, ces effets indirects réduisent considérablement les chances des enfants de grandir en bonne santé. À Gaza, la violence permanente, le manque de soins et la rupture de la scolarité entraîneront vraisemblablement des dégâts à long terme sur le développement physique et psychique des enfants, aggravant leurs souffrances et entraînant la perte de plusieurs années d'espérance de vie en bonne santé.

58 Évaluation globale des destructions dans la bande de Gaza | UNOSAT - Septembre 2024 - [Disponible ici](#)

59 Destructions à Gaza entraînant de nouveaux risques pour la santé humaine et le rétablissement à long terme | Évaluation du PNUE - 18 juin 2024 - [Disponible ici](#)

60 Tout le monde a faim à Gaza, avertissent les humanitaires de l'ONU | UN News - Janvier 2024 - [Disponible ici](#)

Un bilan qui ne cesse de s'alourdir

La guerre d'Israël contre Gaza a déjà tué plus de 44 000 Palestiniens et blessé plus de 105 000, mais le bilan pèsera sur la population longtemps après la fin de la phase aiguë de la guerre. Des dizaines de milliers de survivants seront marqués à vie, physiquement et mentalement. Les blessures de guerre nécessitent souvent de multiples interventions chirurgicales, et des années de rééducation et de soins. Or ces services, qui font cruellement défaut aujourd'hui à Gaza en raison de la destruction des infrastructures de santé et de la grave pénurie de matériel médical, resteront longtemps indisponibles compte tenu du temps nécessaire pour les rétablir.

Au regard de l'expérience de MSF dans le traitement des blessés de guerre à travers la région, l'ampleur des besoins à Gaza est colossale. En règle générale, jusqu'à 4 % des blessés de guerre ont besoin de chirurgie reconstructrice. Avec plus de 105 000 personnes blessées depuis le début de la guerre en octobre 2023, on estime que plus de 4 000 personnes auront besoin d'interventions chirurgicales complexes et d'une rééducation complète.

L'OMS indique dans un rapport que plus de 22 500 personnes, soit environ un quart des blessés de Gaza, ont subi des blessures les invalidant à vie et qui nécessitent des soins de rééducation immédiats et à long terme.⁶¹ Les survivants de la guerre souffrent de graves brûlures, de fractures complexes et, dans de nombreux cas, ont été amputés. Selon le rapport de l'OMS, entre 3 105 et 4 050 amputations ont été pratiquées à Gaza. Même ceux qui ont la chance d'avoir été opérés avec succès peuvent être confrontés à des douleurs chroniques et à des complications, telles que des infections et des ostéomyélites, qui peuvent avoir de lourdes répercussions sur leur vie.

Chris Hook, responsable de l'équipe médicale de MSF à Gaza - 19 décembre 2023

« Les survivants ont des blessures qui les affecteront à vie. De nombreux blessés souffrent de brûlures extrêmes, de fractures majeures difficiles à guérir et qui peuvent nécessiter des amputations. Beaucoup de ces patients, même s'ils parviennent à reprendre une vie plus ou moins normale, souffriront de douleurs chroniques sévères qui nécessiteront un traitement lourd. »

61 L'analyse de l'OMS met en évidence les vastes besoins de rééducation non satisfaits à Gaza | Communiqué de presse de l'OMS - 12 septembre 2024 - [Disponible ici](#)

Actuellement, l'accès aux soins post-chirurgicaux essentiels, tels que la physiothérapie ou les prothèses, est limité. Le manque d'infrastructures, de professionnels de santé et de matériel, rend la prise en charge de la douleur et des infections presque impossible. Sans soins adéquats, nombre de ces patients risquent de subir d'autres complications, notamment des handicaps permanents qui altéreront leur vie et leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille.

Outre la santé physique, il faudra parfois des décennies pour guérir de séquelles psychologiques, encore impossibles à mesurer. Sans un cessez-le-feu et en l'absence de sécurité, il est impossible d'envisager un tel processus.

L'effondrement du système de santé de Gaza a privé les quelque 50 000 enfants nés pendant la guerre de vaccins essentiels, notamment le vaccin contre la polio.⁶² Ces enfants, ainsi que les plus âgés dont les calendriers de vaccination ont été perturbés, sont désormais exposés à des risques accrus de maladies évitables, comme la rougeole et la polio, qui peuvent toutes deux entraîner des handicaps chroniques et des retards de développement. À long terme, cela se traduira par une population plus vulnérable aux épidémies, mettant encore plus à l'épreuve un système de santé déjà fragile et perpétuant le cycle de la maladie et de la pauvreté.

1. Une surmortalité due à la guerre

En janvier 2024, un rapport de l'université Johns Hopkins et de la London School of Hygiene & Tropical Medicine a évalué le potentiel de surmortalité à Gaza liée à la guerre en cours. Le terme de « surmortalité » fait référence aux décès qui surviennent au-delà de ce qui serait normalement attendu dans une population dans des conditions stables, englobant à la fois les décès directs dus à la violence et les décès indirects résultant de l'effondrement des services de santé, de la malnutrition et des épidémies.

Sur la base de ces projections, une publication récente dans *The Lancet*⁶³ a appliqué une estimation fréquemment observée dans les précédentes guerres : pour chaque décès direct causé par la violence, il y a environ quatre décès indirects dus à ses effets secondaires. Avec ce ratio, *The Lancet* a estimé que jusqu'à 186 000 décès supplémentaires pourraient résulter de la guerre en cours à Gaza, sur la base des 37 396 décès directs signalés en juin 2024

62 Bulletin sur la situation humanitaire #209 | Bande de Gaza | OCHA - 26 août 2024 - [Disponible ici](#)

63 Compter les morts à Gaza : un exercice difficile mais essentiel | *The Lancet* - Khatib, Rasha, Martin McKee, and Salim Yusuf - Juillet 2024 - [Disponible ici](#)

(qui étaient passés à plus de 44 000 au moment de la rédaction de ce rapport). S'ils sont confirmés, ces décès indirects représenteraient environ 7,9 % de la population de Gaza, d'après le recensement de 2 375 259 personnes en 2022.

Si ces projections sont déjà choquantes, le nombre réel de morts reste incertain en raison des difficultés rencontrées pour les dénombrer avec précision. Des hôpitaux ont été détruits, une grande partie de la population a été déplacée, des corps se trouvent encore sous les décombres et de nombreux décès ne sont pas recensés, en particulier dans le nord de Gaza, où des familles entières ont été décimées, sans que personne ne puisse identifier les personnes décédées. Cet écart entre les prévisions de surmortalité et les chiffres officiels souligne la profonde incertitude qui entoure le bilan réel de cette guerre.

2. Gaza rendue impropre à la vie



Depuis octobre 2023, Gaza a subi une dégradation environnementale sévère. En juin 2024, la guerre avait généré environ 39 millions de tonnes de gravats, contenant des matériaux dangereux comme de l'amiante, des munitions non explosées et des déchets industriels. Ces débris présentent des risques considérables pour la santé humaine et l'environnement, qui compliqueront les futurs efforts de reconstruction.⁶⁴

La guerre a également provoqué l'effondrement des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, entraînant une contamination généralisée des eaux côtières, des sols et des sources d'eau douce de Gaza. Les cinq stations d'épuration des eaux usées ont été mises à l'arrêt, ce qui a entraîné le déversement d'eaux usées non traitées sur les plages et les terres agricoles, mettant en danger la santé publique et la vie marine. En outre, la gestion

des déchets solides s'est détériorée, avec quelque 1 200 tonnes d'ordures s'accumulant chaque jour autour des camps et des abris. La pénurie de gaz de cuisson a contraint les familles à brûler des déchets, contribuant ainsi à la dégradation de la qualité de l'air.

En raison du partage régional des ressources en eau, la contamination et la détérioration de l'environnement ont des conséquences graves bien au-delà des frontières de Gaza.⁶⁵ Sans mesure urgente, les dégâts environnementaux continueront d'exacerber la crise humanitaire à Gaza, condamnant sa population à des risques à long terme pour la santé, la sécurité alimentaire et la résilience de l'écosystème.



Une patiente, 36 ans - 16 septembre 2024

« Mon fils a un système immunitaire faible. La moindre petite coupure l'affecte. Les conditions dans lesquelles nous vivons - le froid, l'environnement pollué - aggravent son état. Nous ne sommes pas dans nos maisons, mais dans des tentes impropres à la vie humaine. Avec tout ce qu'ils [l'armée israélienne] larguent sur nous, nous avons l'impression de respirer du soufre. Cela aggrave son état, en provoquant de graves inflammations. »

⁶⁴ Impact environnemental du conflit à Gaza : évaluation préliminaire des impacts environnementaux | UNEP - Juin 2024 - [Disponible ici](#)

⁶⁵ Alors que le conflit se poursuit, les impacts environnementaux de la guerre à Gaza deviennent plus clairs | Université de Stanford, Californie - Avril 2024 - [Disponible ici](#)

APPELS URGENTS

- MSF appelle à un cessez-le-feu immédiat et durable. La destruction de la vie palestinienne à Gaza et de tout ce qui constitue le tissu social doit cesser.
- Le rationnement scandaleux et extrême de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza doit cesser. Israël doit mettre fin au siège de Gaza et ouvrir les frontières terrestres vitales, y compris le point de passage de Rafah, afin de garantir l'acheminement à grande échelle de l'aide humanitaire et médicale. Israël doit prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'aide nécessaire d'urgence parvienne à ceux qui en ont besoin, notamment en mettant un terme aux actions qui perturbent les capacités de maintien de l'ordre dans la bande de Gaza.
- Israël doit abroger sa récente loi interdisant l'UNRWA et veiller à ce que l'agence puisse continuer à jouer son rôle vital de soutien à la population. Les capacités de réponse locales restantes à Gaza doivent être reconstruites et renforcées.
- Les déplacements forcés doivent cesser. Les habitants de Gaza doivent être autorisés à se déplacer librement, y compris à retourner dans leur localité d'origine, et à retrouver leurs moyens de subsistance. Les autorités israéliennes doivent faciliter l'évacuation des personnes qui ont besoin de soins spécialisés ou qui cherchent refuge en dehors de Gaza, tout en garantissant leur droit à un retour sûr, volontaire et digne.
- En janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à Israël de mettre en œuvre des mesures conservatoires pour prévenir les actes de génocide à Gaza. Malgré cela, aucune action n'a été entreprise pour appliquer ces mesures. Les observations directes des équipes de MSF rejoignent celles d'un nombre croissant d'experts juridiques et d'organisations, qui concluent qu'un nettoyage ethnique et un génocide sont en cours à Gaza. MSF appelle les États, en particulier les alliés les plus proches d'Israël, à mettre fin à leur soutien inconditionnel à Israël et à s'acquitter de leur obligation de prévenir le génocide à Gaza. Les États doivent user de leur influence pour réduire les souffrances de la population et permettre une augmentation massive de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza.
- MSF renouvelle son appel à une enquête indépendante pour déterminer les faits et les responsabilités derrière les attaques répétées contre les équipes et les structures de MSF, qui ont tué huit employés de l'organisation et de nombreux membres de leur famille. Nous appelons également à enquêter sur les autres attaques contre les travailleurs humanitaires et le personnel médical.

